JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE: FRANCE ET OUTRE-MER: 22 NF; ÉTRANGER: 40 NF
(Compte chèque postal: 9063 13. Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 NF

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} Législature

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1959-1960

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 33^e SEANCE

1^{re} Séance du Mercredi 15 Juin 1960.

SOMMAIRE

1. — Politique étrangère. — Suite du débat sur la déclaration du Gouvernement (p. 1317).
MM. Mondon, Georges Bonnet, Caillemet, Albert-Sorel, Muller, Raphaël-Leygues, Conte.
Suspension et reprise de la séance.
MM. Billoux, Radium, Japlot.
Renvoi de la suite du débat.
2. — Ordre du jour (p. 1335).

PRESIDENCE DE M. JEAN MONTALAT, vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Suite du débat sur la déclaration du Gouvernement.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite du débat sur la déclaration du Gouvernement concernant la politique étrangère.

La parole est à M. Mondon. (Applaudissements à droite.)

* (11.)

M. Raymond Mondon. Mesdames, messieurs, les individus comme les peuples, enclins non seulement à un optimisme légitime mais aussi à se bercer d'illusions génératrices de quiétude passagère, connaissent parfois de cruels réveils.

Il en a été souvent ainsi au cours de notre histoire, et notre génération elle-même en a déjà fait, à plusieurs reprises, la rude expérience.

Je n'aurais qu'à rappeler avec quelle sincérité touchante certains hommes politiques français croyaient en 1931 ou en 1932 qu'Hitler n'accéderait jamais au pouvoir.

Je n'aurais qu'à rappeler certaines espérances que fit naître la signature du pacte franco-soviétique de 1935, la douce torpeur qui s'empara des Français après la signature de l'accord de Munich en septembre 1938, enfin les pourparlers franco-russes du début de l'été 1939 qui devaient être suivis, à la fin du mois d'août de la même année, de l'accord Ribbentrop-Molotov.

Pourquoi ces illusions? Parce que les Français, comme tous les autres peuples d'ailleurs, oublient, malgré leur esprit critique, de remonter aux sources de la politique des pays totalitaires, à leurs doctrines que ceux-ci suivent et appliquent avec une méthode éprouvée.

La dernière expérience que nous venons de vivre en France avec M. Khrouchtchev en est une éclatante démonstration. Après les sourires, les bons mots, les boutades, quelles illusions ne sont pas nées dans notre pays, non seulement dans les milieux communistes et progressistes, mais aussi dans certains milieux bien bourgeois de certains quartiers de Paris ou de la province!

On oubliait naturellement Berlin-Est, Poznan, Budapest. C'était la coexistence pacifique. Et, le 5 mai encore, après la dénonciation de l'incident de l'U-2, M. Khrouchtchev prononçait devant le soviet suprême à Moscou, dix jours avant son arrivée à Paris et l'échec de la conférence au sommet, ces paroles que nous relevons dans l'analyse des documents soviétiques :

« Nous nous rendons, disait-il, à la conférence de Paris le cœur pur, avec de bonnes intentions et nous ne ménagerons pas nos efforts pour réaliser un accord réciproquement acceptable. »

Voilà donc avec quelles intentions, quel cœur pur M. Khrouchtchev est venu à Paris.

On ne pouvait certes être plus rassuré. La coexistence pacifique était en bonnes mains.

Seuls, bien entendu, certains trouble-fête étaient sceptiques et le 16 mai, jour d'ouverture de la conférence au sommet à Paris, un des porte-parole de M. Khrouchtchev en France, M. Raymond Guyot, confirmait à peu près mot pour mot dans l'*Humanité* les déclarations faites par M. Khrouchtchev le 5 mai au Soviet suprême.

Je n'ai pas besoin, mes chers collègues, d'épiloguer sur la suite, qui n'a pas dépendu de nous, dans la semaine du 15 au 20 mai.

En revanche, la suite plus lointaine peut et doit dépendre de nous.

Mes chers collègues, pour bien situer le problème. j'examinerai la conception que se font les communistes et, en particulier, le Kremlin de la coexistence pacifique.

Cette conception est-elle cachée? Est-elle trouble?

Je ne le crois pas car, comme la politique de toute dictature, elle est claire et nette.

Je viens de faire allusion au journal l'*Humanité*. Je me permettrai de vous lire quelques extraits de l'intervention de M. Maurice Thorez au comité central du parti communiste à Ivry, le 23 mai 1960, donc huit jours après l'échec de la conférence au sommet. Voici comment les communistes, non seulement russes, mais français, conçoivent la coexistence pacifique.

« La coexistence pacifique, disait Maurice Thorez, ne signifie pas la fin de la lutte des classes, ni à l'échelon international, ni à l'intérieur des Etats. Les rapports entre les deux camps, le camp de l'impérialisme et celui du socialisme, sont-ils une autre chose qu'une forme supérieure de la lutte des classes? »

« Comme je le soulignais, le 28 avril à Ivry — poursuivait Maurice Thorez — la lutte des classes ne s'éteint pas; elle ne devient pas moins ardente, moins opiniâtre, moins nécessaire.

« Et — ajoute-t-il — il n'y a pas davantage conciliation des classes à l'intérieur des Etats capitalistes. C'est pourquoi je pense que Raymond Guyot a eu raison dans son rapport : on ne peut approuver l'idée formulée récemment dans une de nos publications où l'on parle de la diminution des menaces politiques internes du fait de la consolidation des mouvements réactionnaires. »

Ces quelques lignes sont particulièrement symboliques et instructives.

Que signifie « coexistence pacifique », aussi bien pour Moscou que pour les différents partis communistes de l'Europe occidentale et du tiers monde? C'est, en somme, la détente sur le plan international pour arriver à imposer la politique russe en utilisant, par l'intérieur, les partis communistes des démocraties occidentales, comme de celles du tiers monde.

Dans ces conditions, monsieur le ministre, si, dans les discussions futures avec M. Khrouchtchev ou ses subordonnés, s'ils ne sont pas parfois ses égaux, on ne tient pas compte de cet élément essentiel, nous risquons, avec nos alliés, d'aller au devant de déconvenues et de voir la tension s'accroître au lieu de s'atténuer.

Bien des Français, et non des moindres, ont pu penser que la coexistence pacifique, entraînant la détente extérieure, engendrerait le calme à l'intérieur des frontières et permettrait peut-être, en ce qui concerne la France, d'aider à la solution du problème algérien.

Ils avaient oublié cette thèse fondamentale rappelée par Thorez et Khrouchtchev et reprise récemment encore dans les journaux de démocratie populaire de Tchécoslovaquie, comme le *Rude Pravo*.

Certes, M. Khrouchtchev et ses amis, par leur habileté, avaient laissé croire à une accalmie et l'ont renouvelée d'ailleurs, cette habileté, dimanche dernier, si l'on se réfère à un récent article de la *Pravda*.

Mais ces périodes d'accalmie, mes chers collègues, que sont-elles? Le parti communiste et ses filiales des différents pays se sont alignés comme à l'habitude. Ils se sont abstenus, je le reconnais bien volontiers, pendant un certain temps, de toute critique violente, de manifestations pouvant troubler la tranquillité des gouvernements et d'une masse toujours prête à croire à des renversements spectaculaires.

On a même pensé qu'il pourrait y avoir une scission entre le communisme blanc de Moscou et le communisme jaune de Pékin.

M. Guy Jarrosson. Erreur profonde!

M. Raymond Mondon. Or, mes chers collègues, nous ne devons pas nous tromper, car il s'agit là moins de la rivalité de deux nations pour le leadership que, simplement, de l'opposition de deux conceptions tactiques de la révolution, parce que, dans un cas — celui de la Russie — nous avons affaire à un pays développé, et que, dans l'autre cas — celui de la Chine — nous avons encore affaire à un pays sous-développé.

Voilà la divergence. Elle n'est pas de fond. Elle est simplement de conception de tactique.

D'ailleurs, à ce sujet, il est bon de faire certains rappels. En 1954, à Moscou, lorsqu'il y eut divergence de vues entre M. Malenkov, président du conseil de l'époque, et M. Khrouchtchev, que vit-on?

C'est M. Malenkov qui épousait à l'époque l'attitude qu'adopte aujourd'hui M. Khrouchtchev tandis que ce dernier adoptait à l'époque l'attitude de la Chine d'aujourd'hui.

Ainsi donc, entre 1954 et 1960, M. Khrouchtchev n'a pas, à mon sens, changé d'attitude quant au fond. Il en a changé quant à la forme. De cela nous devons être persuadés si nous ne voulons pas nous tromper sur l'interprétation de la doctrine communiste et de ses applications. (Applaudissements à droite et sur quelques autres bancs au centre et à gauche.)

Dès lors, quelles sont les raisons du renversement tactique de la politique russe? On en a cité plusieurs : la collégialité — dont j'ai déjà parlé — l'armée, sur laquelle je reviendrai ; la Chine, dont je viens de dire un mot ; et puis peut-être aussi la constataction faite par le Gouvernement russe que l'unité alliée était réalisée sur l'affaire de Berlin et sur les bases américaines dans le monde.

Je pense que toutes ces raisons ont dû être réunies, mais habilement camouflées sous l'incident de l'« U. 2 » américain.

La collégialité, l'armée ont eu certainement une influence sur l'attitude de M. Khrouchtchev. On rapporte d'ailleurs — avec, bien entendu, les réserves d'usage — cette apostrophe adressée, au comité central du parti communiste à Moscou, à M. Khrouchtchev par un autre membre de cet organisme qui lui disait : « Tu te mets à table avec les Occidentaux, mais ils veulent entrer dans ta chambre à coucher! »

Ce sont peut-être de telles allusions qui ont fait réfléchir M. Khrouchtchev et qui lui ont fait prendre, depuis le 15 mai, une attitude plus agressive.

Mais l'homme d'Etat soviétique a plus d'un tour dans son sac, et il sait que l'opinion occidentale est sensible au régime de la douche écossaise. Peut-être veut-il expérimenter sur les humains de l'Europe occidentale la fameuse théorie que Pavlov a appliquée aux chiens russes! Je ne sais s'il poussera le cynisme jusque là, mais, usant du système de la douche écossaise, il sait très bien alterner les hauts et les bas, la chaleur et le froid, de sorte que les peuples d'Europe occidentale ne sachent plus où donner de la tête.

Au fait, depuis le 15 mai, M. Khrouchtchev a encore appliqué cette théorie de la douche écossaise. Le 19, à Chaillot, en même temps qu'il attaque violemment le président Eisenhower, il prononce des paroles aimables à l'égard de la France. Le 20, à Berlin-Est, il remet à plus tard la signature du traité avec la République démocratique allemande. Le 28, à Moscou, par contre, il attaque la France qu'il dit complice de la politique de brigandage du président Eisenhower. Au début du mois de juin, il fait proposer à Genève un projet de désarmement qui, sur certains points, paraît ressembler au projet de désarmement présenté par le Gouvernement français. Et nous avons tous en mémoire l'article paru dimanche dans la *Pravda* et reproduit dans différents journaux d'hier. Nous pouvons encore, mes chers collègues, nous attendre à d'autres propositions contradictoires dans les semaines et les mois qui vont venir.

C'est à cela que nous, hommes politiques français, devons être attentifs et aussi, je pense, rendre attentive l'opinion, car nous sommes tous d'accord sur ce point, me semble-t-il : la détente, oui, mais dans la confiance et non dans le doute et l'ambiguïté. (Applaudissements à droite et sur divers bancs à gauche et au centre.)

Monsieur le ministre, quelle doit être alors notre attitude ?

Nous devons, tout d'abord, maintenir sans faille celle que le Gouvernement français et le Président de la République ont adoptée dans les jours qui ont suivi le 16 mai, sans faiblesse et sans provocation, et, comme vous l'avez fort bien dit devant le Sénat la semaine dernière, avec sagesse et fermeté. Nous prenons acte, à ce sujet, de votre déclaration que nous approuvons.

Nous ne devons pas non plus refuser automatiquement les conversations avec la Russie, mais à plusieurs conditions.

J'approuve également, monsieur le ministre, ce que vous avez déclaré hier à cette tribune concernant le retour à la diplomatie classique et la préparation de futures conférences au sommet — s'il doit s'en tenir — par les voies normales, comme le général de Gaulle y a fait allusion dans son récent discours radiodiffusé, comme certains Allemands, non seulement du parti de M. Adenauer, mais du parti social-démocrate, tel M. Fritz Erler, l'ont déclaré récemment, comme M. Diefenbaker, premier ministre canadien, l'a aussi affirmé l'autre jour, disant : « L'échec d'une nouvelle conférence serait pire que l'absence de toute conférence ».

Il faut en même temps, monsieur le ministre, demeurer fermes en ce qui concerne Berlin et les bases occidentales.

Sur ces deux points, M. Khrouchtchev va tenter — car ce sont deux points essentiels aussi bien pour la Russie que pour les pays d'Europe occidentale et l'Amérique — un certain nombre de manœuvres.

Nous savons bien pourquoi M. Khrouchtchev veut que Berlin devienne libre : c'est pour qu'ensuite cet îlot de liberté dans la « mer rouge » bascule dans le régime de démocratie populaire de Berlin-Est. Car M. Khrouchtchev et les Russes veulent absolument le maintien des démocraties populaires dans les pays satellites ; et nos collègues qui sont allés à Berlin-Ouest peuvent attester que la prospérité de cette partie de l'ancienne capitale du Reich, en face de Berlin-Est et de la république démocratique allemande, est un défi au régime communiste.

Par contre, nos thèses occidentales, monsieur le ministre, vous l'avez affirmé et je vous en remercie, sont et demeurent solides. Nous avons les accords de 1944 et de 1945 avec les alliés — les Trois, puis les Quatre — qui furent confirmés, en 1949, après la levée du blocus de Berlin, puis en juillet 1955, à la conférence des Quatre Grands à Genève.

M. Khrouchtchev, dans ce même discours du 5 mai que je viens d'évoquer, disait que si nous avions pour nous les accords juridiques nous n'avions pas avec nous la population. Ainsi que le disait hier M. Blin, nous pouvons très bien proposer à M. Khrouchtchev — cette proposition lui a d'ailleurs déjà été faite et il n'y a jamais répondu favorablement — de procéder à un référendum à ce sujet, aussi bien à Berlin-Est qu'à Berlin-Ouest. Les électeurs de Berlin-Ouest se sont déjà prononcés à cet égard à plusieurs reprises.

C'est donc la fermeté que nous avons manifestée qu'il convient de maintenir sans provocation, avec confiance, en évitant, monsieur le ministre, très clairement et très nettement, de nous laisser entraîner dans ce domaine à des solutions dites originales pour essayer, coûte que coûte, de trouver un règlement à ce problème difficile.

A ce sujet, on parle de cercles concentriques, de bandes parallèles ; mais nous savons les uns et les autres où de telles formules nous mèneraient : il n'y aurait plus de bases américaines, non seulement en Allemagne, mais également en France et dans le reste de l'Europe, tandis que les Russes pourraient demeurer à Varsovie, à quelques centaines de kilomètres de Berlin.

Alors, évitons ces idées astucieuses — permettez-moi l'expression — originales mais très dangereuses, non seulement pour Berlin, mais pour la liberté et pour la sécurité de l'Occident.

J'évoquerai, après la question de Berlin, un deuxième point relatif à l'existence des bases américaines en Europe et dans le monde.

M. Khrouchtchev, très habilement, dans le projet de désarmement qu'il a fait déposer il y a huit jours à la conférence de Genève, s'est rapproché, ou a semblé se rapprocher, notamment en ce qui concerne les engins nucléaires, d'une partie de la thèse française. Mais en même temps, alors que jusque là cela n'avait été contenu dans aucun projet de désarmement soviétique, il demande, dans le premier stade des opérations de désarmement, la suppression des bases américaines en Europe et dans le monde.

Je ne crois pas, mes chers collègues, qu'il soit nécessaire d'épiloguer sur ce point, car l'incident de l'U. 2 et tout ce que nous avons appris depuis démontrent nettement que les bases américaines sont véritablement un des points essentiels de la sécurité occidentale.

D'ailleurs, quelle sincérité, quelle bonne foi peut-on attribuer au projet de désarmement soviétique ? Il nous souvient à tous que, lors de son voyage en France du mois dernier, M. Khrouchtchev était accompagné d'un homme particulièrement muet mais toujours présent, le maréchal Malinowski. Or, voici ce qu'a écrit sur le désarmement le maréchal Malinowski il y a peu de temps dans la *Pravda* : « J'ai l'impression que les officiers ne comprennent pas pourquoi ils sont sacrifiés à la propagande, eux qui sont les seuls défenseurs du régime par la crainte qu'ils inspirent. Ils vont considérer la mesure comme l'expression d'une menace interne ».

Et le maréchal Sokolowski écrivait, récemment aussi : « Je ne m'élève pas ici contre le camarade Khrouchtchev, mais contre ceux qui, dans son entourage voudraient s'en prendre aux prérogatives de l'armée, parce qu'elle leur fait peur par son intégrité absolue et sa défense du marxisme ».

Je pense que ces deux citations sont particulièrement significatives et démontrent quelle est la part de sincérité dans tous ces projets de désarmement, sachant quelle est l'influence de l'armée dans le régime communiste.

Il faut enfin, monsieur le ministre — je n'insisterai pas sur ce point car d'autres orateurs l'ont fait beaucoup mieux que je ne le ferais moi-même — assurer le maintien de l'Alliance atlantique, son renforcement même, et le développement de la politique européenne de la France.

Nous avons pris connaissance de l'avant-dernier discours radiodiffusé du général de Gaulle, consacré à la politique européenne, et nous pensons effectivement que, dans ce domaine, nous devons aller de l'avant.

A ce sujet, je me permettrai, monsieur le ministre des affaires étrangères, de vous poser une question : quelle sera l'attitude du Gouvernement français au regard des élections au suffrage universel des représentants au parlement européen, qui devraient se dérouler en 1962 et 1963, comme en a décidé récemment l'Assemblée parlementaire européenne à Strasbourg ? Je pense que, dans ce domaine, nous pouvons les uns et les autres nous mettre d'accord ; car, si j'ai bonne mémoire, tous nos collègues français et tous les groupes politiques représentés à l'Assemblée parlementaire européenne ont voté pour le projet émanant de la commission de travail présidée par M. le sénateur belge Dehoussé.

Et voici un autre point : nous sommes, les uns et les autres, convaincus de la nécessité d'une politique européenne, de l'entente avec le gouvernement de Bonn, comme de la défense de la liberté de Berlin. Mais je crois qu'il n'est pas très opportun que des ministres du gouvernement fédéral de Bonn se rendent à certaines manifestations de réfugiés. Je sais combien le problème des réfugiés tient au cœur des Allemands. C'est un problème que nous avons connu nous-mêmes, nous surtout, Lorrains et Alsaciens, en d'autres temps. Toutefois, au moment où on parle de renforcement de la politique européenne, il ne semble pas habile, de la part de membres du gouvernement du chancelier Adenauer, de se rendre dans ces réunions de réfugiés, dont on déforme par la suite les objectifs, dont on interprète mal les buts et que l'on confond souvent avec d'autres réunions politiques d'extrémistes en Allemagne.

Monsieur le ministre, quelles seront maintenant mes conclusions ?

Il faut que M. K. sache, bien entendu, que nous ne voulons pas de conflit ; mais il doit être en même temps convaincu que nous ne céderons pas, comme je l'ai dit tout à l'heure, sur les points essentiels de notre sécurité, aussi bien en Europe qu'en Afrique, au nom d'une détente hypothétique qui livrerait deux millions d'hommes de Berlin au régime de dictature et qui nous ferait abandonner la sécurité que représentent pour nous les bases américaines.

Si dans la propagande et l'exploitation des conflits diplomatiques les nations occidentales ont, certes, plus de scrupules que la Russie, si nous ne disposons pas de groupements organisés dans les pays communistes ou du tiers monde pour faire notre propagande, si nous paraissions parfois divisés et semblons faire étalage de nos dissensions, il faut que par nos actes politiques, en France et dans les réunions internationales de l'Europe et du Pacte atlantique, M. Khrouchtchev puisse se convaincre que nous voulons mener, non pas une politique de provocation, mais une politique de solidarité et d'entente, faite, donc, à la fois de fermeté et de sagesse, comme vous l'avez déclaré au Sénat.

Puisse le temps ne pas nous faire oublier, à nous parlementaires français comme au peuple que nous représentons, les dures expériences vécues il y a vingt ans et celles que nous vivons encore aujourd'hui.

Si la politique ne doit pas être faite de haine ni de rancoeur, elle ne doit pas non plus reposer sur l'oubli et les illusions qui nous ont causé tant de mésaventures.

Puissent également nos alliés en être convaincus. (*Applaudissements à droite, au centre et à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Georges Bonnet. (*Applaudissements sur certains bancs à gauche.*)

M. Georges Bonnet. Mes chers collègues, M. le ministre des affaires étrangères nous a apporté hier, à cette tribune, une déclaration sincère et objective sur la situation diplomatique. Nous y avons trouvé un certain nombre d'affirmations énoncées avec une détermination qui nous a agréablement surpris et à laquelle nous ne pouvons qu'applaudir.

Vous voulez, monsieur le ministre des affaires étrangères, réaffirmer immédiatement l'unité de l'Europe, fortifier l'alliance atlantique; vous voulez aussi qu'on revienne aux traditions de la diplomatie classique, avec ses réserves, ses précautions, ses préparations et vous avez raison.

Vous avez rappelé, enfin, les conseils de prudence et de temporisation que la France avait donnés en ce qui concerne la réunion de la conférence au sommet et nous reconnaissons que le Gouvernement français a tout mis en œuvre, et justement, pour tenter d'aboutir au succès de cette conférence. Elle a échoué, mais la France au moins à la conscience tranquille; elle n'est en rien responsable de cet échec retentissant.

On s'est demandé pourquoi M. Khrouchtchev, après avoir si souvent demandé cette réunion au sommet, après avoir été reçu si cordialement en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, avait ainsi provoqué à la dernière minute la rupture d'une conférence dans laquelle tant de peuples du monde avaient mis tous leurs espoirs.

Plusieurs hypothèses ont été évoquées. M. Khrouchtchev aurait voulu donner satisfaction, at-on dit — M. Mondon évoquait tout à l'heure cette version — aux éléments les plus durs de son parti ou à la Chine. Je ne pense pas que ce soit là l'explication valable. M. Khrouchtchev, en effet, avait demandé lui-même instamment la réunion de la conférence au sommet après des conversations très longues avec le gouvernement chinois et également après avoir évoqué cette éventualité devant le soviet suprême de Moscou. Il faut donc chercher ailleurs. Une fois de plus, il faut se reporter, non pas à des incidents particuliers, mais aux lignes fondamentales de la politique extérieure russe; car toute la pompe et tout l'appareil des réunions officielles, tous les discours prononcés par les hommes d'Etat au cours de ces voyages parfois si publicitaires nous font trop souvent oublier le fond des problèmes qu'ils sont venus traiter. Et ceux-ci demeurent aussi inextricables après les toasts gracieux échangés dans l'atmosphère des palais officiels et qui dissimulent au peuple la vraie situation politique, comme parfois les anciennes revues du 14 juillet dissimulaient la vraie situation militaire.

En réalité, c'est parce qu'il n'avait pas obtenu les assurances qui lui étaient indispensables au sujet de Berlin que M. Khrouchtchev a provoqué la rupture de la conférence, avec une soudaineté que M. Mondon soulignait tout à l'heure et qui rappelle cet autre coup de théâtre de la diplomatie soviétique que fut la signature du pacte germano-russe du 23 août 1939. Cet événement considérable, trop souvent oublié aujourd'hui, a d'ailleurs été évoqué par M. Khrouchtchev lui-même, si l'on en croit le compte rendu de ses déclarations au cours de la réception qu'il a accordée au quai d'Orsay à un certain nombre de nos collègues.

« Rappelez-vous, aurait-il dit, ce qui s'est passé en 1939. Staline s'est entendu alors avec Hitler parce que la France et l'Angleterre allaient traiter avec l'Allemagne. Il n'avait pas d'autre alternative et, si vous recommencez la même politique, nous en ferons autant avec l'Allemagne de l'Est. »

M. le président de la commission des affaires étrangères, dans un excellent article, a déjà réfuté cette thèse, étonnante et nouvelle, d'ailleurs, car, il y a deux ans, M. Khrouchtchev, s'expliquant à propos du pacte germano-russe, avait dit que celui-ci était imputable uniquement à une initiative, condamnable d'ailleurs, de Staline.

En tout cas, je tiens à apporter à M. le président de la commission des affaires étrangères ma confirmation personnelle sur cette interprétation d'événements qu'on a oubliés, mais qui restent d'actualité. Pendant les mois qui se sont écoulés, durant la négociation, d'avril à août 1939, Staline n'a pas ignoré et ne pouvait pas ignorer notre volonté d'aboutir à un accord avec l'U. R. S. S. Il le savait, il ne savait que trop, que nous avions avec la Pologne une alliance formelle qui ne nous permettait pas, même si nous l'avions souhaité, d'échapper à nos obligations. Il le savait, il ne savait que trop, qu'une alliance identique, signée quelques semaines avant le pacte germano-russe, engageait comme nous la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Pologne. Et il le savait, et ne savait que trop, puisque j'avais communiqué ce télégramme à son ambassadeur, que, le 18 juillet, j'avais écrit à Londres : « Si

nous avons une rupture avec l'U. R. S. S., si notre négociation n'aboutit pas, ce sera le signal d'une action de Hitler contre Dantzig et le début d'une deuxième guerre mondiale ».

Et d'ailleurs, au cours de cette négociation, Staline dressa successivement devant nous tous les obstacles qui devaient arrêter ou faire échouer nos pourparlers, d'abord les Etats baltes qui, malgré leur volonté, furent incorporés dans l'accord, ensuite la Suisse et la Hollande auxquelles l'U. R. S. S. refusait son assistance, sous prétexte qu'elles n'avaient pas reconnu l'Union soviétique, et enfin la discussion sur l'interprétation de la définition de l'agression indirecte, que Staline exigeait et qui était incontestablement extravagante.

Nous avions tout accepté et M. Molotov, le 24 juillet, réunissant nos ambassadeurs avait dit : « Nous sommes d'accord sur toutes les données du pacte politique, nous pouvons le parapher et, maintenant, envoyez vos militaires pour que nous mettions au point ensemble la campagne que la Russie et la France feront contre les armées de Hitler ».

Ainsi donc, le 24 juillet, la France, l'Angleterre et l'U. R. S. S. sont d'accord sur un pacte précis par lequel ces trois pays s'engagent à défendre la Pologne et à ne conclure ni une paix ni un armistice séparés.

L'ambassadeur soviétique à Paris m'en félicite officiellement et Staline fait répéter à notre ambassadeur, M. Coulondre, à Berlin qu'il n'y a aucune tractation politique possible entre Moscou et Berlin.

C'était le 20 juillet.

Les généraux et les amiraux français parlent pour Moscou. La discussion la plus cordiale se poursuit, comme l'a rappelé M. Khrouchtchev, on boit la vodka et on fait des déjeuners agréables lorsque, le 23 août, nos militaires, alors sur place à Moscou, apprennent que Hitler et Staline vont signer non seulement un pacte de non-agression mais un pacte secret par lequel les deux Etats se partagent cette Pologne à laquelle un pacte politique un mois auparavant assurait que l'U. R. S. S. serait à nos côtés.

Aucun reproche, bien entendu, à cette époque, n'a pu être et n'a été adressé à la politique de la France. Molotov rend au contraire hommage à ce qu'il appelle « les efforts sincères de la France et de l'Angleterre ». Il met tout l'échec sur le compte de la Pologne. Quant à Staline lui-même — car, après tout, ce pacte dont on a tant parlé a un auteur, c'est Staline — que dit-il pour l'expliquer ? Insiste-t-il pour établir qu'il y a une responsabilité de la France et de l'Angleterre ? Pas un instant.

Le 21 juillet 1941 il dit, et vous retrouverez le texte de son discours dans l'histoire diplomatique soviétique :

« On nous demande pourquoi j'ai accepté de conclure un pacte de non-agression avec des gens d'aussi mauvaise foi, avec des monstres et des cannibales tels qu'Hitler et Ribbentrop. On nous dit qu'il y aurait eu faute de ma part. Absolument pas. J'ai assuré à mon pays la paix pendant une année et demie, la paix dont j'avais besoin pour préparer mes forces pour nous défendre au cas où l'Allemagne aurait été tentée de nous attaquer. »

En effet, en 1938 et 1939, Staline veut à tout prix éviter la guerre parce qu'il sait très bien l'état dans lequel se trouve l'armée rouge au lendemain des exécutions brutales qu'on fait périr le maréchal Toukhatchevski — aujourd'hui réhabilité et dont le nom figure à nouveau dans l'histoire diplomatique russe, alors qu'il était jadis considéré comme un traître — et, en même temps que ce maréchal, 13 commandants d'armée sur 16 et 330 généraux sur 600.

De plus, ce nationaliste forcené qu'était Staline détestait le traité de Versailles autant qu'Hitler et, justement, Hitler lui apportait tous les territoires que la Russie avait perdus en 1920. Staline recouvrait, pour l'U. R. S. S., les Etats baltes, la moitié de la Pologne, la Bessarabie roumaine. Staline savait bien qu'il décidait ainsi la deuxième guerre mondiale, mais il espérait que l'U. R. S. S. resterait à l'écart et que, selon l'expression du général Schweisguth, qui avait été, en 1936, envoyé là-bas par Léon Blum, elle pourrait jouer le rôle d'arbitre en face d'une Europe épuisée par une guerre sans merci ».

Telle est la vérité sur ce point.

M. Fernand Grétier. Il faut ajouter Munich I

M. Georges Bonnet. Mais la situation actuelle est tout à fait différente de celle de 1939. La redoutable Allemagne de Hitler a été abattue et la Russie est devenue la plus grande puissance mondiale avec les Etats-Unis. Aussi ses ambitions maintenant se sont fortement accrues. Du temps de Staline, ses objectifs se limitaient à l'U. R. S. S. et à l'Europe. Aujourd'hui, le gouvernement soviétique, sous la conduite de M. Khrouchtchev,

poursuit inlassablement, avec des forces plus importantes, une politique qui doit mener la Russie à une hégémonie sur le monde entier. M. Khrouchtchev, à qui il faut reconnaître les plus remarquables qualités d'intelligence, d'audace et d'habileté, est d'ailleurs sur ce point optimiste et tranquille. « Le communisme sera vainqueur, j'en suis sûr », a-t-il déclaré lors d'une tournée dans la région parisienne. Je suis convaincu qu'il souhaite que cette victoire du communisme, dont il est sûr, se réalise pacifiquement et en dehors du risque d'anéantissement réciproque que comporterait une troisième guerre mondiale. C'est pourquoi l'U. R. S. S. agit à l'heure actuelle par tous les moyens en son pouvoir, en ayant recours soit à la guérite subversive, soit à la propagande nationaliste sur les peuples jeunes devenus indépendants, soit à la pénétration économique.

Monsieur le ministre des affaires étrangères, vous avez montré d'une manière précise que sur ce point, l'U. R. S. S. avait remporté des succès remarquables.

En Asie, tout d'abord. La Chine, alliée à l'U. R. S. S., domine et les Etats-Unis ont beaucoup de peine à maintenir leur position à Formose, en Corée, au Japon.

Je partage l'opinion qu'avait exprimée il y a quelques mois mon ami Maurice Faure à cette tribune. Nous aurions tort de fonder notre politique sur une prétendue dissension entre Moscou et Pékin. La Chine et la Russie sont et resteront d'accord au cours des années qui viennent pour mener une action concertée. Si elles devaient un jour s'opposer et se combattre, cela ne se produirait que dans un avenir plus éloigné et après une victoire commune sur les Occidentaux.

Toutefois, si le rôle de la France en Asie ne peut être, depuis la perte de l'Indochine, que secondaire, par contre, il n'en est pas de même sur deux autres continents : l'Europe et l'Afrique qui sont aussi, maintenant, les objectifs du monde communiste.

En Europe, tout d'abord, il y a pour les Soviétiques un point brûlant qui est Berlin. L'U. R. S. S. joue là une partie décisive avec une carte maîtresse qui lui a été donnée d'ailleurs par le traité de Potsdam, traité qui se place dans la ligne des accords de Yalta, de Téhéran et de Moscou et qui a séparé Berlin de l'Ouest de l'Europe, créant ainsi un danger pire que ne l'était Dantzig qui, au moins, communiquait avec la mer par un corridor. Berlin est, de toutes parts, entouré par l'Allemagne de l'Est. C'est une situation dont M. Khrouchtchev se dit que, après tout, elle ne peut pas durer très longtemps, qu'elle sera intenable pour les Occidentaux et que nous devrons un jour ou l'autre abandonner cette position. Il sait bien que, si ce résultat était atteint, les Occidentaux ne perdraient pas seulement Berlin, mais que toute l'Allemagne de l'Ouest tomberait rapidement dans l'orbite soviétique, l'influence russe s'étendant alors jusqu'au Rhin.

Mais l'U. R. S. S. s'intéresse aussi, et beaucoup, à l'Afrique, ainsi que l'a indiqué M. le ministre des affaires étrangères. Elle s'emploie activement, en émulation avec la Chine, à agir en Afrique. Tous les observateurs signalent en effet l'activité extraordinaire des missions soviétiques et chinoises dans les ambassades créées auprès des nouveaux Etats indépendants.

C'est en Afrique, monsieur le ministre, que la France a un rôle essentiel à jouer pour défendre aussi bien ses intérêts que la cause des pays libres, et je reconnais que votre tâche n'est pas aisée.

Ce fut une erreur, à mon avis dramatique, de n'avoir pas compris dès le début que l'Afrique formait un tout et d'avoir cru en particulier qu'en Afrique du Nord nous pourrions, en accordant l'indépendance au Maroc et à la Tunisie, obtenir le concours amical de ces deux pays pour régler, en accord avec eux, le statut de l'Algérie. Sur ce point, notre déception a été totale. La solidarité du Maroc et de la Tunisie avec « les frères algériens » l'a emporté sur leur reconnaissance envers la France. Notre situation militaire en Algérie s'est aggravée de leur fait et nos rapports se sont tendus de plus en plus avec ces deux pays. Nous avons perdu, ainsi, sur les deux tableaux.

Nous avons appris que le gouvernement français avait été saisi par le gouvernement marocain d'une demande tendant à l'évacuation de nos dernières bases militaires. Il serait logique que nous y consentions si les revendications des ressortissants français étaient réglées et si la guerre d'Algérie était finie. Mais, tant qu'elle n'est pas terminée, nous ne devons pas affaiblir notre position en Afrique du Nord. Si nous consentons à abandonner nos bases au Maroc, le gouvernement tunisien n'en aura que plus de force pour nous demander de quitter Bizerte et cela équivaudra, dans la situation militaire actuelle, à renforcer la position du F. L. N. au Maroc et en Tunisie car c'est son armée qui lie les frontières marocaine et tunisienne. Les dirigeants du F. L. N. viennent de se rendre à Rabat où ils ont obtenu, au cours des derniers pourparlers, qu'on leur accorde une augmentation de l'aide financière mensuelle et de nouveaux camps d'hébergement et d'entraînement pour leurs soldats.

Le roi du Maroc, inaugurant les nouveaux émetteurs qui permettent à la voix du Maroc de se faire entendre, ne s'est point caché de ses idées ; il a déclaré : « Cette station servira à soutenir la cause des pays en lutte pour leur liberté. »

Si nous abandonnons nos bases militaires maintenant, avant que la guerre ne soit terminée en Algérie, nous devons redouter que le Maroc et la Tunisie ne passent de la belligérance camouflée d'aujourd'hui à une belligérance publique et avouée.

Or, mesdames, messieurs, le problème de l'Afrique du Nord est crucial pour le monde libre et c'est ici que, dans cette immense partie diplomatique, l'Algérie tient une place essentielle. Nous défendons là-bas, je le répète, non seulement les intérêts de la France, mais le sort du monde libre et, si la partie était perdue là-bas, c'est non seulement l'Afrique du Nord, mais toute l'Afrique, qui risqueraient de basculer dans l'autre camp, car il faut prendre garde que ces nouveaux Etats d'Afrique qui demandent l'indépendance ne soient emportés par un courant de nationalisme africain qui les éloignerait de la France et de l'Europe. Nous connaissons, certes, l'amitié de leurs dirigeants pour la France. Ils l'ont proclamée dans des déclarations encourageantes. Mais nous regrettons profondément qu'une certaine tutelle amicale de la France n'ait pu s'exercer, au moins pendant les premières années, par le moyen d'une Communauté fondée sur un système fédéral.

Quelles vont être, en tout cas, les aspirations et les tendances de ces millions d'hommes jetés ainsi sans préparation, brusquement, aux vents tumultueux de la liberté ?

Nous sommes certains que ces nouveaux Etats auront à faire face à des difficultés économiques, politiques, financières, pour lesquelles l'aide de la France seule sera insuffisante. Si la France veut les aider, elle devra être aidée elle-même par les Etats d'Europe. C'est pourquoi il importe tellement d'établir la Communauté européenne et d'établir solidement les liens entre l'Afrique et l'Europe.

C'est sur ces points que nous avons quelque appréhension sur la conduite de votre action diplomatique.

Certes, nous sommes d'accord sur le tableau tragique que vous avez tracé avec clairvoyance de la situation dans laquelle le monde se débat. Certes, nous approuvons vos intentions, mais les moyens que vous avez évoqués pour remédier au danger qui nous menace nous paraissent faibles et dérisoires.

Qu'avez-vous constaté ?

L'Est, avez-vous dit, avance au détriment d'un Occident sur la défensive.

Mais pourquoi ces progrès de l'Est ?

Vous vous trouvez en face d'adversaires puissants, ayant un but certain, reconnu, la victoire du communisme, employant pour l'atteindre, comme l'a rappelé M. Mondon à cette tribune, tantôt la souplesse, tantôt la rudesse, comme jadis Staline utilisait tantôt l'aimable Litvinov et tantôt le plus rude Molotov pour réaliser ses vues. Vous vous trouvez en présence d'adversaires ayant une ligne de conduite inexorable et unique, entourés de satellites qui leur obéissent aveuglément et sans discussion. Vous êtes en présence d'adversaires qui soutiennent une propagande tenace, une propagande qui touche jusqu'à nos lycéens dont certains, heureusement rares, ont si peu conscience de leur devoir qu'ils apportent aux fellagha l'argent destiné à acheter des armes pour lutter contre des camarades qui exposent leur vie sur le front algérien.

M. Jean Baylot. Et la liste des policiers à abattre.

M. Georges Bonnet. En effet.

M. Khrouchtchev doit être de plus en plus optimiste sur les effets que sa propagande pourra produire sur les peuples encore peu évolués d'Afrique s'il en juge par les résultats très satisfaisants qu'elle obtient sur certains de nos intellectuels.

Alors, que faudrait-il leur opposer ?

Il faudrait leur opposer une communauté fermement dirigée et capable d'imposer une décision prise à tous les Etats qui en font partie.

Quel spectacle offrons-nous au contraire ?

Nous offrons le spectacle d'Etats animés des meilleures intentions du monde mais incapables de se mettre d'accord sur les questions essentielles.

N'est-il pas regrettable qu'hier M. Zorine ait pu constater qu'à Genève, sur une question essentielle comme le nouveau plan de désarmement soviétique, la France était en désaccord avec les Etats-Unis ?

J'en dirai autant pour l'organisation de l'Europe et sa liaison avec l'Afrique, si essentielle pour l'avenir. Là aussi, nous sommes loin de compte.

Devant le danger qui nous presse, il faut que la France se mette résolument en tête des nations qui veulent une direction et une unité européennes. Nous avons trop hésité et, en raison de nos hésitations, certains Etats d'Europe paraissent y avoir renoncé. L'Allemagne se rapproche de l'Amérique et la Hollande cherche à s'évader. Et le président Félix Gaillard a pu écrire non sans raison : « La volonté de construire l'Europe s'évanouit bien plus rapidement que l'Europe ne se construit. »

Depuis quatre ans, mes chers collègues, je répète, à cette tribune notamment, qu'en Afrique et en Algérie le temps ne travaille pas pour nous. Devant des adversaires intelligents, audacieux, déterminés, il faut s'évader de la magie des mots et de l'illusion des formules. L'heure est venue pour les Occidentaux d'agir et d'unifier leur action.

Nous vivons en ce moment des années qui seront courtes mais décisives pour la liberté et c'est pourquoi je voudrais en concluant vous lancer cet appel, monsieur le ministre :

La France jouit à l'étranger, fort heureusement, d'un prestige incomparable grâce à la personnalité de M. le Président de la République et au succès de ses voyages.

M. René La Combe. Ce n'est pas grâce au parti radical.

M. Georges Bonnet. Le Gouvernement doit en profiter pour agir avec autorité et décision et pour réaliser les objectifs de notre politique extérieure, fortifier l'alliance atlantique, prendre la tête du mouvement européen, réaliser une communauté qui unira l'Europe et l'Afrique. C'est à ce moment seulement que nous pourrions dire que la liberté sera vraiment sauvée. (Applaudissements sur de nombreux bancs à gauche, au centre et à droite.)

M. Fernand Grenier. Si elle est sauvée comme à Munich !

M. le président. La parole est à M. Caillemer.

M. Henri Caillemer. Monsieur le ministre, je ne viens pas vous faire un procès d'intention. Je sais votre patriotisme, votre attachement au monde libre, votre souci des grands intérêts de la France et de l'Occident. Je me souviens de votre émotion lorsque, au lendemain de la rupture de la conférence au sommet, en commission des affaires étrangères, vous avez vu s'affirmer la solidarité nationale en présence des périls qui menaçaient. La fermeté dont vous avez fait preuve en présence des provocations soviétiques nous a rappelé heureusement quelle avait été votre attitude lors de la crise de Berlin il y a un peu plus d'un an. Mais cette fermeté elle-même condamne les rêves et les illusions dont la politique occidentale — et la politique française comme les autres — s'est nourrie pendant quelques mois.

Vous sembliez, hier, souhaiter un retour à la détente. Or, la détente est un mensonge, à l'abri duquel le communisme n'a jamais cherché qu'à briser l'unité et la résistance du monde libre. Détente et guerre froide sont des moyens tactiques dans une stratégie unique qui vise à la domination du monde. Les voyages publicitaires, les poignées de main, les amabilités excessives n'ont jamais été que des pièges où il ne faudrait plus tomber. Ce sont là, en réalité, des instruments de la subversion.

Car la subversion, qui est une arme aussi redoutable que l'arme atomique elle-même, donne une nouvelle perspective à la politique mondiale. En raison de la subversion, l'aide aux pays sous-développés risque de devenir un moyen de pénétration soviétique dans le tiers monde. A cause de la subversion, le principe des nationalités, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes risque de faire basculer de nouveaux Etats, sans armature et sans traditions politiques, dans un camp qui n'est pas le nôtre. Partout où le drapeau français est amené, partout où le drapeau d'une puissance européenne fait place à un autre drapeau, nous pouvons prévoir à terme — et ce terme est proche — une défaite occidentale. Quel destin, je vous le demande, connaîtrait une France réduite aux proportions de l'hexagone ?

Il y a, certes, l'Europe, et je vous ai entendu avec plaisir nous parler de l'Europe comme sans doute vous ne nous en aviez jamais parlé jusqu'à ce jour. Mais là où nous espérons vous entendre dire « fédération », vous dites « confédération ». On sait où une politique confédérale a conduit l'Afrique française. Puisse l'Europe ne pas connaître le sort de la Communauté !

Désormais, à travers le monde, sur l'ensemble des continents, une même partie se joue, dont Berlin et Séoul, Conakry et Formose ne sont que des aspects partiels. On peut dire sans exagérer que les canons de Tchang Kaï Tchek protègent des berceaux européens, et que les soldats de chez nous qui veillent sur l'Algérie française — on le reconnaîtra un jour — protègent la vie et l'avenir de tous les enfants du monde libre.

Tant que la subversion communiste sévira comme elle sévit d'un bout à l'autre de la terre, il pourra y avoir dans cette lutte des heures de trêve et de répit, mais il n'y aura pas de paix, parce que la paix est la « tranquillité de l'ordre » selon la définition de Saint Thomas et qu'elle ne peut pas s'instaurer là où il y a servitude et révolution. Le sénateur Kennedy n'a pas tort d'affirmer que les Américains ne doivent pas trop s'affliger de l'échec de la conférence au sommet parce que les Etats-Unis y allaient sans idées nouvelles. C'est à une politique immobile et défensive que nous nous sommes adonnés jusqu'à ce jour. Or, en diplomatie comme en art militaire, seule l'offensive conduit à des résultats décisifs. L'offensive en diplomatie, c'est de demander, au lieu d'avoir à refuser ; l'offensive, c'est d'exiger, quand nous nous asseyons autour d'une table de conférence, que soit accordé à des pays de vieille civilisation européenne ce qui est si généreusement accordé à des pays plus primitifs. Plutôt que de chercher entre l'Est et l'Ouest un équilibre qui impliquerait la reconnaissance des conquêtes militaires soviétiques et qui plongerait dans le désespoir des millions d'hommes et de femmes au-delà du rideau de fer, pensons aux nations captives, opposons à la subversion du communisme une subversion d'un autre genre et semons dans le cœur des peuples un espoir, un immense espoir : celui de garder — ou de recouvrer — la liberté. (Applaudissements à droite.)

M. le président. La parole est à M. Albert-Sorel. (Applaudissements à droite.)

M. Jean Albert-Sorel. Monsieur le ministre des affaires étrangères, contrairement à la guerre de Troie, la conférence n'a pas eu lieu. Il a suffi d'un battement de cils de M. Khrouchtchev pour qu'il en soit ainsi décidé.

Nous pouvons nous demander, au lendemain de cette « évaporation » de la conférence, si c'est pour nous, Occidentaux, un échec ou si nous devons considérer la chose comme un succès.

Cette conférence qui n'a pas eu lieu est incontestablement un échec pour ceux qui s'entretenaient dans des illusions, pour ceux qui pensaient que la politique russe avait marqué une mutation profonde, pour ceux qui escomptaient qu'à la suite de ses voyages et des entretiens particuliers qu'il avait eus de droite et de gauche, M. Khrouchtchev avait changé d'attitude et entrait vraiment dans des voies pacifiques. C'est un échec aux yeux de ceux qui croyaient encore au « père des peuples ».

Ce n'est pas un échec pour ceux qui, plus réalistes sans doute, ne s'illusionnaient pas sur la politique russe, pour ceux qui, observateurs peut-être plus attentifs des données des problèmes internationaux, avaient craint que cette conférence ne s'éternise en de longs colloques et que, à un degré plus élevé encore que celle de Genève, elle ne finisse par se perdre en lenteurs et en discussions stériles.

Mais si la conférence pour nous n'est pas un échec, nous ne pouvons pas pour autant en faire un succès. Toutefois, pour la Russie qui, elle, ne l'oublions pas, se présentait en demande, la conférence n'est pas une victoire. L'U. R. S. S. n'a rien obtenu et c'est de son fait même que la conférence ne s'est pas réunie.

Quelles étaient les positions ? Revoyons ensemble, si vous le voulez bien, la situation telle qu'elle se présentait.

La conférence au sommet, qui l'avait demandée ? Qui avait insisté pour qu'elle se réunisse ? Qui avait insisté pour que cette réunion ait lieu le plus rapidement possible ? Les Russes ou les Occidentaux ? Du côté français en particulier, le général de Gaulle avait marqué le peu d'empressement qu'il convenait d'apporter à accueillir cette demande. Dieu sait que certains critiques réguliers, habituels — je dirai volontiers : professionnels — de la politique du Gouvernement n'avaient pas manqué alors de lui reprocher de retarder ainsi la réunion de la conférence, ce qui ne les empêche d'ailleurs pas d'affirmer aujourd'hui que ce même Gouvernement se trouve diminué par l'échec de la conférence, comme s'il pouvait lui être imputable.

Répétons-le encore : Nous n'étions pas demandeurs à la conférence au sommet. Les demandeurs étaient les Russes, qui, eux, avaient intérêt à ce qu'elle se réunisse.

Bien des problèmes devaient y être abordés. Mais le point capital, sur lequel devait se cristalliser l'effort de M. Khrouchtchev, était la question de Berlin. A cet égard, les Occidentaux s'étaient mis d'accord, ils ne devaient rien accorder. M. Khrouchtchev le savait. M. Khrouchtchev n'a rien obtenu, puisqu'il s'est privé lui-même de l'occasion de demander quoi que ce soit.

Ce n'est donc pas un succès pour nous que l'échec de la conférence. Mais c'est statiquement, en tout cas, dans l'état actuel des choses et dans l'immédiat, un échec pour la poli-

tique russe, échec dû — je pense — au fait que M. Khrouchtchev a su, senti, compris qu'il aurait été devant lui le front parfaitement cohérent, parfaitement arrêté des puissances occidentales et qu'il était inutile d'insister.

Il a sans doute tenu à éviter de rentrer dans son pays en n'ayant rien obtenu sur Berlin.

S'étant contenté d'amuser le tapis — car il n'a pas fait autre chose avec ses projets de désarmement — M. Khrouchtchev est donc parti. Aussitôt son visage a changé; sourire de commis-voyageur en bonhomie soviétique a disparu de son visage. Il a repris un autre ton et un autre aspect; le vrai Khrouchtchev a reparu.

Et, cependant, le voici qui d'ores et déjà nous entretient de la possibilité, de l'éventualité d'une nouvelle réunion, qu'il nous concéderait en quelque sorte, dans six ou huit mois, d'une conférence au sommet qui reprendrait les choses où elles en sont restées.

Sans doute escompte-t-il dans l'intervalle un revirement de la politique occidentale, sans doute espère-t-il, en particulier, que les élections américaines apporteront aux États-Unis une majorité nouvelle, ou, plus probablement encore, feront que les Américains envisageront la situation étrangère sous un autre aspect qu'ils ne le faisaient jusqu'à présent? Je ne sais. Quoi qu'il en soit, c'est à une nouvelle conférence au sommet qu'il pense nous convier un jour.

Très sincèrement, monsieur le ministre des affaires étrangères, je pense qu'une nouvelle conférence au sommet serait une erreur fondamentale.

A droite. Très bien!

M. Jean Albert-Sorel. Je ne veux pas dire qu'il ne conviendrait pas de poursuivre les négociations en tout état de cause, au contraire.

En quelque circonstance internationale que l'on se trouve, les négociations ne doivent jamais être arrêtées. Le sont-elles jamais ces négociations parallèles? Dans toutes les guerres, même les plus grandes, celles de 1914, de 1939, on a toujours négocié, fût-ce par personne interposée.

Je ne veux donc pas dire que la négociation doit être arrêtée mais qu'à mon sens le principe même d'une conférence au sommet est une erreur, surtout si la préparation n'a pas pu aboutir à quelque accord de principe et si elle doit se réunir avec la crainte d'un échec possible.

Au demeurant, qu'est-ce qu'une conférence au sommet? C'est la réunion de chefs d'Etat, voire de chefs de gouvernement — en la circonstance de chefs d'Etat — qui s'entretiennent seuls, ou presque seuls, avec leurs experts, leurs conseillers, leurs états-majors et qui, seuls à seuls, vont trancher le sort du monde.

Principe excellent, semble-t-il, de confier à des hommes qui ont la responsabilité de conduire des Etats le sort du monde et de décider qu'ils prendront la décision, que c'est à eux de la prendre. Excellente formule, semble-t-il, que de mettre le destin des peuples entre leurs mains.

En fait, danger considérable, que vous avez, au reste, indiqué, monsieur le ministre des affaires étrangères, qu'une conférence au sommet parce que ceux qui la tiennent prennent à eux seuls des décisions sans appel, parce qu'ils tiennent une instance qui est sans recours.

Seuls à seuls, lorsque la décision suprême leur appartient, comment les chefs d'Etat auront-ils seulement le temps de réfléchir à certaines des réparties qu'ils pourront faire? Comment se garder d'engagements qu'ils pourront prendre sur le seul fait d'une conversation de quelques instants, alors que, faute de temps, ils auront pu ne pas prendre toute la garde nécessaire?

Il me souvient que le maréchal Foch — c'est un nom qu'il est toujours doux de prononcer pour des lèvres françaises — un jour qu'on l'interrogeait devant moi — j'étais jeune alors — et qu'on lui demandait: « Mais enfin, lorsque vous avez négocié l'armistice avec les Allemands dans le salon du wagon de Rethondes, vous, monsieur le Maréchal, qui parlez admirablement l'allemand, utilisez-vous cette langue avec eux? Non, a répondu le Maréchal, j'ai toujours voulu un interprète, ne serait-ce que, d'abord, parce qu'on pense mieux et plus sûrement dans sa langue, ensuite parce que, pendant le temps de la traduction, on a toujours celui de réfléchir. »

Autrefois, si je ne me trompe, on enseignait dans la Carrière que les qualités essentielles d'un diplomate étaient de savoir fumer et monter à cheval, car entre le moment où on allume une cigarette et celui où l'on reprend la parole, on peut réfléchir et l'écart d'un cheval au cours d'une promenade peut sauver bien des négociations compromises. (Sourires.)

Conférences au sommet, comme elles me paraissent difficiles, heureuses le ministre des affaires étrangères! Comme il était heureux ce temps de la diplomatie où on avait quelques loisirs devant soi pour négocier! Comme il serait préférable de revenir dans la mesure où la vie moderne nous le permet, à ces négociations par le soin des diplomates dont négociateur est après tout la raison d'être et la fonction!

Je suppose que, lorsque vous occupiez, avant de venir parler ici au nom du Gouvernement, les très hauts postes où vous représentiez si parfaitement la France dans les grandes capitales, je suppose que vous avez dû ressentir quelque envie à l'égard de vos anciens collègues du XVII^e ou du XVIII^e siècle, en poste à Vienne ou à Constantinople par exemple. Lorsqu'on leur posait une question à laquelle il leur paraissait embarrassant de répondre, ils pouvaient toujours dire dans un sourire plein de sous-entendus: « Il faut que j'en réfère à mon Gouvernement ». Les deux ou trois mois pour le moins dont ils disposaient avant que la réponse — si, toutefois, ils avaient posé la question — leur parvienne de Paris ou de Versailles, leur permettaient de réfléchir. Entre temps, que de choses pouvaient changer! Que de situations pouvaient évoluer!

Le télégraphe a tué la diplomatie, affirmait-on déjà il y a soixante ans. C'est possible. Le téléphone l'a encore tué un peu davantage, et l'avion l'a bien compliquée. Vous le savez mieux que personne, vous qui êtes appelé à accomplir de nombreux voyages.

Plutôt que de s'en remettre à ces conférences au sommet, à ces colloques entre hommes d'Etat qui ne peuvent revenir sur ce qu'ils ont dit, qui n'ont pas et ne peuvent avoir le temps de réfléchir toujours comme il convient, ne serait-il pas souhaitable, avec les moyens mêmes dont notre diplomatie dispose encore, de revenir à ces anciennes formules?

Vous y faisiez allusion vous-même, monsieur le ministre, et en particulier au Sénat, le 7 juin, vous disiez: après avoir cité un passage d'une déclaration du général de Gaulle: « Il faudrait aussi revenir aux démarches méthodiques de la diplomatie plutôt que de poursuivre des échanges tumultueux de discours publics ou les débats passionnés de délégués des Nations unies ». Et, entrant dans cette voie, le *New York Times* écrivait récemment: « Sans préparatifs longs et minutieux et convenables, la politique du sommet n'a jamais été et ne sera jamais qu'un succédané de la diplomatie. La récente expérience de Paris devrait être une preuve convaincante que la politique du sommet ne porte en elle-même la solution d'aucun problème ».

Négociateur, c'est l'affaire des diplomates. La conférence au sommet doit être une exception. Il ne doit être recouru à cette procédure que lorsque la négociation est mûre, que lorsque l'accord est virtuellement conclu et qu'il s'agit de lui donner une consécration importante, définitive, capitale. Alors oui! pour solenniser l'événement, que les chefs d'Etat se réunissent, mais pas avant qu'un accord ait été négocié, et qu'il s'agisse seulement de le consacrer! Pas de conférences au sommet non préparées, pas de conférences au sommet improvisées! Celle du Camp du Drap d'Or fut une catastrophe, et nous n'y reviendrons pas.

La seule conférence au sommet qui soit apparue vraiment comme un succès pour les négociateurs — encore le sommet n'était-il qu'un radeau! (Sourires) — est celle de Tilsit. Je crois que la conférence de Tilsit est vraiment le type pur d'une conférence au sommet. Les deux interlocuteurs étaient, au reste, vraiment les souverains du monde — l'Europe était alors le monde — et ils n'avaient même pas besoin d'interprètes. En effet, nous étions à une époque où la langue française était parlée presque exclusivement dans la société et dans le Gouvernement russes, et le tsar Alexandre la maniait autrement bien qu'il n'utilisait sa propre langue. Mais la conférence de Tilsit avait été préparée, et les négociations ne cessèrent à aucun moment de la campagne qui conduisit à Friedland. Napoléon sait parfaitement ce qu'il peut obtenir d'Alexandre, et Alexandre n'ignore pas ce qu'il peut obtenir de Napoléon. Aussi la conférence au sommet du radeau de Tilsit aboutit-elle à un accord parce qu'elle a été préparée.

Une conférence au sommet ne doit donc se réunir que si elle sait où elle ira. Et c'est pourquoi je vous demande aujourd'hui, monsieur le ministre des affaires étrangères, dans toute la mesure où il vous paraîtra possible de le faire, qu'une nouvelle procédure conduisant à une conférence au sommet ne s'élabore pas sans que cet accord préalable et général ait été établi.

Je ne voudrais point que mon propos puisse prêter à confusion. Ce n'est pas que les Occidentaux, et tout particulièrement la France et votre gouvernement, n'aient pas tenté de préparer au maximum cette conférence au sommet. Mais les circonstances ont fait que cette préparation n'a pu avoir lieu qu'unilatéralement, dirais-je volontiers, c'est-à-dire entre alliés, entre Occidentaux et que l'autre côté n'a pas pu être touché,

Certes, sur le point capital de Berlin, en particulier, sur les principes fondamentaux du désarmement, l'accord entre Occidentaux était fait. Mais la préparation véritable de la conférence au sommet eût commandé que l'accord fût virtuellement réalisé avec l'adversaire et que les principes en fussent débattus.

Or, la conférence au sommet de Paris a été abordée avant même qu'un accord sur un ordre du jour ait été conclu. Autrement dit, les partenaires du « sommet » ignoraient, le jour où ils se sont réunis, même de quoi ils allaient délibérer. L'impréparation était à cet égard totale, et il aurait mieux valu que la conférence n'eût pas à se réunir dans de telles conditions.

La conférence s'est évaporée, et nous nous trouvons maintenant dans une situation qui a été dépeinte et dont vous-même, monsieur le ministre, vous nous avez brossé hier un tableau rendu plus saisissant encore par ce calme, cette objectivité parfaite, qui sont l'un de vos caractères essentiels, avec lesquels vous l'avez exposé devant l'Assemblée. Plus saisissant encore était ce tableau, car plus une situation est exposée avec calme, plus le côté dramatique peut en ressortir.

Côté dramatique ? Oui, nous sommes engagés dans une situation qui peut véritablement devenir dramatique d'un jour à l'autre, car demain la Russie pourrait conclure avec l'Allemagne de l'Est ce traité dont elle nous menace, et alors peut-être l'affaire de Berlin risquerait-elle d'être réglée unilatéralement par l'U. R. S. S.

Le jour où cela se produirait, le jour où un incident éclaterait — il pourrait éclater le jour où les chars de l'Allemagne de l'Est appuyés par ceux de la Russie entreraient dans Berlin-Ouest — qu'arriverait-il ? Nous n'en savons rien.

Quelles que soient les précautions prises, quels que soient les désirs de paix, nous ne savons pas ce qu'il pourrait en advenir. Un accident est possible et cet accident serait tragique. Le soldat qui, armé de son fusil, vise le but qu'il s'est proposé d'atteindre, est maître de viser ; il est maître d'appuyer sur la détente. Mais une fois que la balle a quitté le canon, il n'est plus maître de l'arrêter. Personne n'en est plus maître et nul ne peut savoir ce qu'elle rencontrera sur son chemin avant d'atteindre son but.

L'accident est possible, et s'il se produit, où irons-nous ? Nous avons à cet égard des enseignements qu'il ne faut pas perdre de vue. Nous savons aujourd'hui, par l'expérience tragique de deux guerres mondiales, que tout événement qui se produit en un point de l'Europe devient un événement universel. Nous savons aujourd'hui qu'une guerre qui éclaterait entre deux pays européens deviendrait nécessairement une guerre immense et générale.

Quand la guerre de 1914 a éclaté, de quoi s'agissait-il à l'origine ? D'une guerre européenne déclenchée à la suite de l'ultimatum adressé par l'Autriche-Hongrie à la Serbie. C'était un incident européen qu'à l'époque on appelait « balkanique ».

Comment se termine, quatre ans plus tard, cette guerre localisée à l'origine en Europe ? Tous les pays de l'Europe sont entrés en guerre. Le Japon, les Etats-Unis d'Amérique, la République Argentine sont intervenus. Les soldats de France ont à leur côté les soldats britanniques, mais également des contingents venus de toutes les parties du monde, de l'Australie, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et de nombreuses régions de l'Afrique.

Cette évolution est encore plus frappante pour la guerre de 1939-1945. Elle naît d'un incident européen, l'agression du III^e Reich contre la Pologne, et se termine cinq ans plus tard par une bombe américaine sur une ville japonaise.

Tout ce qui est européen devient universel et le redeviendrait demain. Sur ce volcan où nous vivons, dans ce monde explosif qui est le nôtre, vous aviez raison, monsieur le ministre des affaires étrangères, de montrer comment il faut que la France prenne, s'il est nécessaire, la tête de ce grand mouvement de resserrement des Occidentaux dans le cadre de l'O. T. A. N. et dans cette formation, dans cette construction indispensable d'une Europe sur laquelle nous revenons sans cesse et sur laquelle jamais ici nous n'insisterons assez.

Mais il faudrait aussi que l'opinion française se rendit complètement compte que la politique étrangère, la situation internationale dominant aujourd'hui tous les problèmes capitaux qui se posent à nous, qu'aucun ne peut être résolu en dehors de ce complexe international, que celui-ci pèse sur tout et domine tout.

Je souhaiterais dans ce sens que les Français, ayant pris conscience de ce péril qui les menace, se lient davantage et plus que jamais les uns aux autres, quelles que soient leurs tendances politiques, dès l'instant qu'elles sont françaises. (Applaudissements à droite, à gauche et au centre et sur quelques bancs à l'extrême gauche.)

M. le président. La parole est à M. Muller. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Emile Muller. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, mon ami Arthur Conte exposera tout à l'heure la position du groupe socialiste en face des problèmes internationaux marqués par l'échec de la conférence au sommet.

Je me bornerai à tirer les conclusions sur le plan de la construction européenne de cet échec qui a amené M. le ministre des affaires étrangères à déclarer que nous avons besoin de nouvelles réflexions et d'une adaptation qu'il faut s'efforcer d'envisager dans le calme et avec sang-froid.

S'il est vrai que sur le plan de la politique internationale il faut plus que jamais garder son calme et son sang-froid, ce qui est la condition essentielle d'une adaptation à l'évolution de la situation, il n'est pas moins vrai qu'il est un autre élément qui, lui, invariablement conditionnera l'équilibre des forces sur lesquelles repose la paix du monde ; cet élément, c'est l'unité de l'Europe.

Laissez-moi vous dire, mesdames, messieurs, que dans les heures graves que ce pays vient de traverser et traverse encore l'angoisse que j'éprouvais bien souvent et que je continue à certains moments d'éprouver, provient moins du développement de la force armée de la Russie soviétique que de la peur de voir se relâcher la nécessaire cohésion des nations libres. Ce n'est pas tellement la force de nos voisins de l'Est qui me fait craindre le pire, ce sont nos propres faiblesses.

Certaines prises de position dictées trop souvent par des considérations d'ordre intérieur laissaient, il n'y a pas longtemps encore, craindre une rupture de cette nécessaire cohésion du monde libre qui aurait mis en échec la construction européenne elle-même.

Je voudrais aujourd'hui que l'on rende cette justice au parti que je représente à cette tribune, de n'avoir jamais, à aucun moment, relâché ses efforts sur le plan de la construction européenne. Bien sûr, nous ne sommes pas les seuls à œuvrer à cette construction et nous nous en félicitons en nous rappelant néanmoins qu'il fut un temps où celle-ci était loin d'être le bien commun de tous les partis politiques, bien que M. Vendroux ait pu hier, au cours de son intervention, nous dire « que certains orateurs du dimanche soutiennent encore avec une passion farouche le vieux slogan qu'il faut faire l'Europe », en se demandant « qui donc a jamais pensé autrement ». Je ne serais pas en peine de lui apporter certains témoignages d'un passé encore assez récent qui pourraient infirmer une telle affirmation.

Quoi qu'il en soit, et faisant abstraction du passé, l'idée de l'unification européenne a fait son chemin. Et si je fais cette constatation c'est pour me réjouir avec mon parti tout entier de voir petit à petit nos positions de toujours acceptées par ceux-là mêmes qui au début y étaient opposés. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Ne croyez surtout pas que je cherche à faire le procès des hommes qui à travers les événements se sont ralliés à l'idée européenne, et qui hier encore la condamnaient alors qu'aujourd'hui ils paraissent en être les plus ardents défenseurs. Non, le problème est trop grave pour qu'on puisse, à travers une polémique inutile, semer le doute dans l'esprit de nos partenaires quant à nos intentions sur ce plan.

S'il m'a paru nécessaire de vous présenter ces quelques observations préliminaires, c'est pour attirer l'attention de l'Assemblée sur notre nécessaire cohésion en face des problèmes internationaux.

Si nous voulons demain influencer nos partenaires et les entraîner vers une nouvelle étape de l'unification européenne, tâchons d'abord, à l'intérieur de nos propres frontières, de faire l'effort de rapprochement nécessaire pour arriver à définir une politique européenne commune.

Bien sûr toute œuvre humaine est perfectible et nous devons ensemble tirer les leçons des erreurs du passé pour chercher à construire l'avenir. L'avenir, mesdames, messieurs, c'est, dans un premier stade, vous le devinez, l'Europe. Mot magique qui devrait soulever des millions d'hommes et passionner la jeunesse de ce continent.

Si tel n'est pas le cas encore, ou si peut-être ce n'est plus le cas, il faut avoir le courage de reconnaître que c'est parce que nous n'avons nous-mêmes pas toujours su nous élever au-dessus des contingences nationales, donnant ainsi l'impression de ne défendre que nos positions nationales au sein des organismes européens existants.

Prenons garde, cela risque de devenir très grave ; cette désaffection de la masse populaire qui trop souvent n'entend parler que de l'Europe des affaires et des trusts et qui, à ce jour, n'a

pas été gagnée à l'idée européenne, peut mettre en cause la construction de l'Europe, si une décision politique n'intervient pas à bref délai.

Une telle décision, qui comporterait l'élection au suffrage universel d'une assemblée européenne aux pouvoirs renforcés, serait à même d'éveiller l'intérêt de l'opinion publique. Il faut que cette prise de conscience se fasse le plus rapidement possible dans de larges couches de nos populations, car l'histoire nous apprend que jamais rien de grand et de durable n'a pu être réalisé sans le plus large assentiment populaire.

Puis-je, monsieur le ministre, vous demander — ce sera ma première question, qui rejoindra, d'ailleurs, celle de M. Mondon — quelle est la position du Gouvernement français au regard de telles élections? J'aimerais, monsieur le ministre, que votre réponse à cette question ne puisse prêter à équivoque. Je ne doute pas de votre volonté de voir se construire l'Europe; néanmoins, lorsque je vous entends dire que ce que vous voulez marquer en parlant de l'Europe « c'est que, si l'on veut être réaliste et par conséquent efficace, la base de notre action doit être une coopération active des Etats, donc des gouvernements », j'aimerais, monsieur le ministre, que vous ajoutiez pour être réaliste jusqu'au bout : avec la coopération active des populations intéressées, qui dans une démocratie ne peut s'exprimer que par une consultation générale en vue de l'élection d'une assemblée européenne.

Cela m'amène à dire qu'il faut, après avoir créé des institutions européennes communes, après avoir œuvré à l'accélération de la mise en place du marché commun, arriver à fondre les deux commissions européennes et la Haute autorité, et créer ainsi un exécutif unique qui serait politiquement responsable devant l'assemblée élue à laquelle je faisais allusion tout à l'heure.

M. Vendroux vous a déjà demandé hier, monsieur le ministre, si vous aviez une idée personnelle à ce sujet et, si tel devait être le cas, ce dont je me permettrai de ne pas douter, s'il serait indiscret de vous demander de bien vouloir nous la communiquer.

Je m'entourerai, quant à moi, de moins de précautions oratoires que M. Vendroux en vous demandant, là aussi, monsieur le ministre, de définir clairement la politique du Gouvernement.

L'initiative d'une telle politique, qui conditionnera non seulement notre propre avenir mais aussi celui du monde libre, à qui devrait-elle, d'ailleurs, revenir, monsieur le ministre, sinon à la France qui, à travers son histoire, a tant de fois su passionner les peuples avides de paix, de liberté et de justice sociale?

C'est ici que vous me permettez de faire allusion au discours prononcé par M. le Président de la République, le 31 mai de cette année et qui, j'en suis convaincu, marquera un tournant dans l'histoire de la construction européenne.

« Contribuer à bâtir l'Europe occidentale en un groupement politique, économique, culturel et humain, organisé pour l'action, le progrès, la défense, c'est à quoi la France veut s'appliquer », disait M. le Président de la République dans son allocution.

J'ajouterai que c'est à cela que le parti socialiste n'a jamais cessé d'œuvrer de tout temps. C'est pour cela, d'ailleurs, que je peux, au nom de mes amis politiques, apporter ici l'adhésion à ce qui n'a cessé d'être une de nos préoccupations essentielles, tout en soulignant qu'il ne peut être question pour nous de cette Europe des nations qui hante encore certains esprits, mais bien d'une Europe intégrée dont le pouvoir politique devra être progressivement transféré à un gouvernement supranational, seul capable, à longue échéance, de définir et de réaliser une politique européenne vraiment cohérente et efficace.

Je ne voudrais pas que l'on interprète mal ma pensée lorsque je prétends que cette prise de position de la part du Président de la République marquera un tournant dans la construction européenne, en en déduisant que nous acceptons de ce fait la politique gouvernementale dans son ensemble. C'est l'aspect positif de la déclaration de politique européenne et internationale qui doit devenir la charte du Gouvernement, que nous approuvons, alors que malheureusement la politique économique et sociale dudit Gouvernement reste bien en retrait sur ces idées généreuses et ne peut provoquer que notre opposition la plus totale.

Si je souligne ce qui peut apparaître comme la recherche d'une justification quelconque à une prise de position politique, c'est parce que l'on a dans certains milieux la déformation de pensée selon laquelle l'acquiescement du parti socialiste à une prise de position définie par le Président de la République équivaut à renier son propre passé et à tomber bêtement dans le culte de la personnalité.

Cela aussi doit être dit une fois pour toutes : il n'est, il n'a jamais été et il ne sera jamais de parti socialiste prêt à pratiquer le culte de la personnalité.

M. Eugène Van der Meersch. Là n'est pas la question !

M. Emile Muller. Par contre, le parti socialiste est, a été et sera toujours prêt à reconnaître et à défendre des positions prises par des hommes de quelque horizon politique qu'ils viennent, pourvu qu'elles rejoignent ses propres préoccupations, à savoir la consolidation de la solidarité européenne.

Si nous applaudissons à une telle prise de position de la part du Président de la République, c'est aussi parce qu'elle nous délivre de la hantise de voir notre pays en retard sur nos partenaires, alors que jusqu'à présent les initiatives les plus hardies sur le plan de la construction européenne émanaient d'hommes politiques français auxquels je tiens, en passant, à rendre hommage pour leur clairvoyance et leur courage.

Jusqu'à présent — nul ne peut l'ignorer et nous lui en donnons volontiers acte — le Gouvernement avait tenu les engagements découlant des traités européens. Alors qu'il soutenait loyalement le Marché commun, nous étions inquiets, mes amis et moi, quant à l'absence de nouvelles initiatives de sa part.

Certaines prises de position sur lesquelles je ne voudrais pas revenir, parce qu'elles sont encore trop fraîches dans nos mémoires, avaient inquiété à juste titre nos partenaires. Ceux de nos collègues qui siègent à l'Assemblée parlementaire européenne ou au Conseil de l'Europe ont senti comme moi la prudente réserve des délégations amies vis-à-vis de certaines déclarations qui, pour le moins qu'on puisse dire, semblaient inspirées par un sentiment qui était loin d'être européen.

Nous étions à certains moments — je puis le dire, abstraction faite de notre appartenance politique — mal à notre aise au milieu de ceux que nous avons, nous Français, appelés à s'unir au sein d'une communauté européenne. Une fois de plus, monsieur le ministre, nous avions l'impression, après avoir lancé une grande idée, d'être en retrait sur ceux qui s'y étaient ralliés.

Ce malaise était encore aggravé par les événements d'Algérie, il faut bien le dire, qui contribuaient à faire croire que la France repliée sur elle-même, se défendant de voir s'immiscer dans une affaire intérieure des partenaires avec lesquels elle disait vouloir construire l'Europe, ne jouerait pas loyalement le jeu. Ce n'est pas le moment de développer, dans le cadre d'une discussion de politique étrangère, les inconvénients découlant d'une telle prise de position si l'on admet que le problème algérien est du seul ressort de la France.

J'aurai, je l'espère, un jour l'occasion de revenir sur cette question pour faire la démonstration que la solution définitive du problème algérien ne peut passer que par l'Europe.

Je me bornerai aujourd'hui à souligner qu'au-delà du problème algérien, le problème du maintien du continent africain dans le camp des nations libres dépend, lui aussi, de la diligence que nous mettrons à inscrire l'Europe unie dans les faits. Je rejoins là les préoccupations évoquées tout à l'heure par M. Bonnet.

Ce problème de l'Afrique — problème vital pour le maintien de l'équilibre dans le monde — ne peut trouver sa solution que dans la mesure où l'Europe aura une politique commune, elle seule capable de faire face aux besoins immenses d'un continent dont les hommes et les femmes ne demandent qu'à rester associés à ceux qui, quoi que l'on puisse dire d'eux, leur ont ouvert des horizons nouveaux, permettant ainsi d'envisager l'association dans la dignité, l'égalité et la liberté.

C'est dire combien nous sommes attachés à la construction européenne indispensable pour pouvoir demain résoudre les problèmes qui nous préoccupent et qui, à mon avis — je le dis en toute franchise — ne sont plus à l'échelle d'une seule nation.

Méconnaître cette réalité, c'est aller à l'échec. Prendre conscience de cette indispensable évolution, monsieur le ministre, c'est ouvrir la voie de la réussite.

Mesdames, messieurs, si nous mesurons l'importance de l'enjeu, combien passionnante sera alors demain cette tâche qui doit conduire à la création de ce grand ensemble qui sera à la mesure des problèmes posés par l'existence des deux blocs, combien féconde la coopération de plus en plus étroite des peuples d'Europe et d'Afrique qui nous permettra — j'en suis convaincu — non seulement de rétablir un équilibre plus que fragile, mais aussi de donner à cette jeunesse qui monte un idéal nouveau !

Faire l'Europe, en attendant de pouvoir réaliser une communauté mondiale où la paix, la liberté et le bien-être seront devenus le bien commun de tous les peuples, tel est l'impératif de l'heure.

Puisse le Gouvernement français œuvrer au renforcement des institutions communes existantes et à la création d'une autorité politique issue de la volonté populaire. Tel est le vœu que mes amis et moi-même nous formulons en conclusion de ce débat. C'est à cette tâche que la France tout entière se doit de s'atta-

cher sans arrière-pensée, car c'est à cette réussite que nous mesurerons la vraie grandeur de notre pays. (*Applaudissements à l'extrême gauche, au centre gauche et sur plusieurs bancs à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Raphaël-Leygues.

M. Jacques Raphaël-Leygues. Mes chers collègues, intervenant au nom du groupe de l'Union pour la Nouvelle République, je vous demande de me permettre de cerner du plus près possible les événements de politique extérieure, les drames de la politique extérieure, qui s'imposent à nous depuis quelques semaines.

La situation internationale se présente comme une immense rupture d'équilibre. Des tremblements de terre se sont produits un peu partout, d'Agadir à Téhéran, de Téhéran au Chili. De même, nous avons eu en politique un certain nombre de lignes de rupture qui sont l'échec de la conférence au sommet, les attaques de l'U. R. S. S. contre les U. S. A., les événements de Séoul, les violentes manifestations du Japon, la crise turque, les prolongements de la propagande russo-chinoise en Afrique.

Il serait prématuré de dire ce que signifient ces troubles et où ils mènent. Néanmoins, il est certain que la guerre froide constituait un équilibre. Après Staline, les efforts de coexistence pacifique étaient un autre équilibre. Il faut que maintenant nous recherchions un nouvel équilibre difficile.

M. Albert-Sorel, dans un discours qui était à la fois charmant et profond, a dit qu'il fallait que les diplomates montent à cheval et fument beaucoup de cigarettes pour pouvoir réfléchir. Il est certain qu'il faudra beaucoup de leçons d'équitation et beaucoup de cigarettes pour arriver à savoir la signification de ces lignes de rupture.

M. Hervé Nader. Il faudra aussi beaucoup de leçons de natation! (*Sourires.*)

M. Jacques Raphaël-Leygues. Peut-on éviter que les deux champs magnétiques d'Afrique et d'Asie ne crépissent d'étincelles? Est-ce être bêtement mégalomane, comme le prétendent certains, et non des moindres, que de vouloir changer quelque chose, ou y a-t-il réellement un vide entre les deux blocs un peu inhumains de l'Est et de l'Ouest? Dans notre communauté tant décriée, mais qui existe plus solidement qu'on ne croit, car elle existe sur un plan affectif, tous les pays, qui ont dans leur langue et dans leur culture été touchés par la lumière de la France, peuvent-ils avoir un rôle à jouer? Tel sera, monsieur le ministre, le sujet de mes observations.

Il fut un temps où l'on avait vu un équilibre nouveau dans une entente secrète entre le Russe et l'Américain. Pour certains, c'était rassurant, car certains hommes qui considèrent la France comme un agréable musée trouvaient le prétexte à ne rien faire; les deux Grands allaient s'entendre. La Chine allait bénéficier un jour d'un plan Marshall; ce n'était pas la peine de travailler ni de négocier quoi que ce soit.

Le président Lebrun disait un jour: «Triste époque où les généraux ne veulent plus se battre.» Il n'eût pas fallu, tout de même, que l'on puisse dire: «Triste époque où les diplomates ne veulent plus négocier.»

Nous n'en sommes pas là car, au contraire, ce temps des illusions est mort et les deux Grands s'affrontent avec brutalité. Certains, les mêmes qui ne voulaient rien faire en cas d'entente, ceux qui aiment le repos, disent justement: «Mais la France est impuissante à s'interposer.» D'autres, dont je suis, pensent que la France, indépendante et solidaire à la fois, a un rôle à jouer et peut participer à éviter le choc des extrêmes.

Entendons-nous bien! Il ne s'agit ni d'hégémonie, ni d'arbitrage. Notre pays ne peut chercher à jouer en cette matière un rôle plus grand, quantitativement, que celui que son économie peut lui dieter. Cependant, en ce domaine d'Asie et d'Afrique, il est possible que personne ne puisse faire ce que nous pourrions être en mesure de faire si nous le voulions.

A quels titres la France peut-elle agir? Ces titres sont nombreux. En Asie d'abord? Ne croyez pas, mes chers collègues, que ce soit de ma part une déformation professionnelle de vous parler toujours de l'Asie, parce que je suis votre rapporteur des problèmes asiatiques et que j'aime bien l'Asie. Mais vous avez dit, monsieur le ministre, et vous avez eu raison, que le problème d'Asie «tenait la première place» dans nos soucis d'aujourd'hui. C'est uniquement parce que mes Anglois rejoignent les vôtres que je vous parlerai avant tout de ce problème.

En Asie chacun le sait, il y a de nouvelles formes de vie, de nouvelles valeurs, autant d'ailleurs et plus encore dans les pays d'Asie qui sont de ce côté du rideau de fer que dans les autres.

Il ne s'agit donc pas pour la France uniquement de s'occuper en Asie de questions économiques, même d'aide aux pays sous-développés: il faut que nous participions aux recherches d'un mode nouveau de vie, de formes nouvelles d'intelligence.

L'optique neuve par rapport aux affaires du monde doit être d'abord de ne pas nous enserrer dans d'étroites formules. Les pays d'Asie auront une force à l'O. N. U. par leur nombre et par leur jeunesse, et c'est par l'Asie — je ne vous l'apprends pas, mes chers collègues, et M. le ministre l'a dit mieux que je ne pourrais le faire — que le monde peut basculer dans je ne sais quel gouffre.

Tout cela il faut le savoir, mais d'abord notre rôle est de réaliser qu'il existe une Asie d'expression française, et ensuite de comprendre que cette Asie d'expression française peut jouer un grand rôle dans le maintien de l'équilibre de cette partie du monde même en ne constituant ni des bastions militaires ni des avant-postes.

En effet, dans le Sud-Est asiatique, il y a des pays de langue et de tradition françaises. Il y a des hommes qui se sont battus à nos côtés, il y a des hommes qui ont étudié toutes les disciplines, techniques et humaines, avec nos frères, nos pères, nos enfants.

Il est certain que les trois pays d'Indochine, le Cambodge, le Laos et le Viet-Nam-Sud restent très proches de nous.

La communauté plus souple qui va naître dans un monde où les amitiés sont difficiles à préserver ouvre peut-être sur des perspectives nouvelles, riches de liens solides, d'échanges ou de langage.

Mes chers collègues, j'ai déjà dit à cette tribune que le Laos était sorti de l'Union française par un acte unilatéral de notre part qui n'était pas dans nos traditions. Je me réjouis des déclarations de M. Couve de Murville au sujet du Laos. Resserrer nos liens, accroître nos échanges dans le cadre nouveau où viendront se placer les relations de la France avec ce pays où elle a laissé les traces de sa culture, de son langage et de ses amitiés; faire naître, un jour prochain, dans un mois, dans un an, des conférences d'amitié d'abord bilatérales puis ouvertes à tous, d'où pourront résulter des choses imprévisibles qui, en tout cas, ne peuvent être mauvaises ni pour la France ni pour les pays intéressés, voilà vers quoi nous devons nous diriger.

En effet, en Asie, il faut toujours aller du connu vers l'inconnu. Et il y a place dans le monde pour une ou des communautés d'expression française non point politiques par essence mais faites de liens spirituels, culturels et économiques.

Oh! quand on prononce le mot «culturel» beaucoup de gens rient; ils disent que le «culturel» c'est ce qui compense le départ. Combien ces gens ont tort quand ils croient cela. C'est en construisant une communauté d'essence spirituelle que l'on peut appeler les hommes de bonne volonté à aider le général de Gaulle à réaliser une œuvre qui, mieux que toute alliance politique et militaire, viendra prendre une grande place dans le vide laissé par ces deux grands blocs hostiles. Or, il y a tout de même un vide entre ces deux blocs hostiles.

Le spirituel, le culturel et l'économique ne sont rien s'ils ne sont pas soutenus par du politique et du militaire, dit-on. Quand on affirme cela, on voit les choses dans l'immédiat et non à terme.

Actuellement toutes les hypothèques sont levées. La Communauté est constituée de peuples libres et indépendants. Des conférences d'amitié avec tous les peuples qui ont reçu l'étrincelle de l'esprit et participé à la vie morale de notre pays sont possibles. Je le répète, elles doivent avoir lieu.

Nous pouvons donc d'abord — et c'est la première vocation de la France — rester amis avec ceux qui ont été nos amis. Car contrairement à ce qui a été dit à cette tribune au cours d'un autre débat, la vocation de la France peut persister par delà l'émancipation des peuples.

Quant à la vocation africaine de notre pays, elle est trop vivante pour que la France n'y pèse pas de tout son poids. Le Président de la République a dit hier que la Communauté nous renforce et il a eu raison.

L'Afrique va libérer des forces neuves, qui sont destinées à se grouper et à s'entendre. Ces forces nous devons les trouver fraternellement unies à notre vieux monde et à notre vieille France, car elles seront toujours proches de nous, autant que les pays de la lointaine Asie et peut-être plus proches de nous encore.

Tout ce qui se passe en Europe réagit en Afrique et tout ce qui se passe en Afrique réagit en Europe.

Ces nouveaux pays d'Afrique devront jouer, avec toute notre aide et toute notre sympathie, un rôle sur l'échiquier mondial, rôle qu'ils n'avaient pas dans le passé.

Quant à Madagascar, c'est le trait d'union entre l'Afrique et l'Asie. Et je ne parle pas, bien entendu, de ces territoires des

Somalis, des Comores, etc., qui font partie de la République et dont il ne saurait être question dans ce débat.

Il y a enfin la vocation européenne de la France, dont tant d'orateurs de qualité ont parlé à cette tribune.

Cette triple vocation de la France, asiatique, africaine, européenne, ce fait, qu'aujourd'hui, la France est respectée dans le pouvoir qui la dirige (*Applaudissements à gauche et au centre*) dicte ses vrais devoirs à notre diplomatie.

Mais en dehors des pays du Sud-Est asiatique ou d'Afrique où la France peut jouer son rôle traditionnel car elle y est toujours présente avec ses professeurs, ses industriels et même avec ses morts, il y a les autres.

Le Japon, où un effort français considérable se développe, notamment sur le plan culturel. La Chine communiste, dont M. le ministre des affaires étrangères a parlé longuement et qui pose un redoutable problème par sa masse, sa cohésion et la rigueur inhérente à tout régime nouveau encore à la recherche de son rythme définitif.

Je ne reviendrai pas sur ce problème affreux du Thibet qui a déjà été évoqué à cette tribune pas plus, vous le pensez bien, que je ne veux trancher dans l'absolu la question de la reconnaissance de la Chine.

Seulement il faut savoir qu'un être humain sur trois naît en Chine, que la population de la Chine augmente chaque année à peu près de la moitié de la population française et que la Chine a 5.000 kilomètres de frontières communes avec la Russie.

Il faut lire bien des livres sur la Chine pour comprendre quelque chose de ce qu'est cet extraordinaire pays. Le professeur Roger Lévy a fait le tour du problème et Jules Verne, le prophétique Jules Verne a dit, il y a plus de soixante ans, sur la Chine des choses passionnantes. Il y a quelques jours, le président Paul Reynaud publiait ses mémoires « Venu de Ma Montagne ». Il y aborde curieusement ce problème chinois.

M. Paul Reynaud dit : « L'Europe occidentale... » — il parle de l'Europe de ses jeunes années — « ... était le centre du monde comme l'Amérique est aujourd'hui celui du monde libre et la Russie celui du monde communiste. Tocqueville seul avait eu le mérite de prévoir la montée des deux géants : l'Américain et le Russe ; encore avait-il publié la prophétie de Napoléon sur la menace que constituerait le réveil du géant chinois ».

C'es' à ce réveil, c'est à cette menace potentielle, à cette dure affirmation de la puissance de la Chine que nous assistons depuis plusieurs années. Ce réveil et cette affirmation de puissance bouleversent nos positions internationales.

Un spécialiste de l'histoire diplomatique remarque : « Les relations entre les deux grands pays communistes sont certainement l'une des données essentielles de la politique mondiale. Elles sont malheureusement fort peu connues ».

Sur la Chine, on sait très peu de choses. Si l'on connaissait mieux les relations entre les deux pays, Chine et Russie, nous pourrions peut-être avoir la clé des événements qui se passent au Japon, la clé de la menace sur l'Afrique et la clé, quoi qu'on en dise, d'une partie de ce qui s'est passé à la conférence au sommet de Paris.

Mais quelle ombre, quel mystère ! Il est certain, en tout cas, que la Chine n'est pas simplement un satellite.

Il appartient à votre Gouvernement, monsieur le Premier ministre, de prendre à ce sujet la position la moins risquée, c'est-à-dire de considérer que la Chine est grande puissance en elle-même, et que nous devons compter avec son existence quel que soit le sort des conversations futures que nos pays de l'Occident seront amenés à avoir avec l'U. R. S. S.

En effet, la propagande communiste en Asie, de l'Inde au Japon, s'alimente plus de littérature et de conception chinoises que de littérature et de conception russes.

Cette propagande a pour ressort principal, depuis la conférence de 1951 à San Francisco où la Chine n'était pas conviée, l'argument que le Japon n'a pas reçu son indépendance et qu'il constitue un Etat semi-occupé.

Les slogans des manifestants de Tokio contre M. Hagerty et le président Eisenhower sont une imputation destinée à déconsidérer le traité de sécurité américano-nippon signé par M. Kishi. Ce n'est pas d'hier qu'un risque fasciste et communiste menace le Japon, le Japon des années qui ont succédé à Mac Arthur.

Il est certain qu'il y a au Japon une sorte d'union, peut-être provisoire, mais très étroite, entre les communistes et l'extrême droite, nostalgique du régime impérial. Leur objectif commun, l'indépendance nationale, est celui que nous avons connu également en Afrique où, là encore, des aspirations honorables, très

amicales même, s'interpénètrent et se juxtaposent avec des desseins qui sont parfois suspects.

Il faut savoir que les prisonniers japonais sont rentrés un peu bolchevisés, et que les organisations à tendance fasciste au Japon étaient, il y a dix ans, évaluées à 180 environ, que le général Mac Arthur combattit certes d'abord, avant de leur être, malheureusement, indulgent devant la remontée communiste. C'est une leçon ! Ne soyons jamais indulgents aux fascistes par peur des communistes car les deux finiront toujours, provisoirement au moins, par s'unir. Les extrêmes font bloc, au Japon tout au moins.

Aujourd'hui, plus le Japon se lie ostensiblement aux U. S. A. et plus il semble cimenter l'alliance sino-russe, s'écartant ainsi des sources de matières premières qui lui sont indispensables et qui sont en Chine.

La situation sino-japonnaise est donc un des points de rupture du séisme et pourtant ces deux pays sont « l'un et l'autre, comme les dents et les lèvres », dit un vieux proverbe japonais.

Devant ce séisme, ce typhon diplomatique, que va faire le Japon ? Il cherche sa voie.

Est-ce qu'il va se rapprocher de la Chine pour avoir un commerce plus poussé avec elle et ses matières premières plus près ? Est-ce que le Japon va bâtir une alliance plus étroite entre lui et les Etats-Unis, avec tous les risques que cela comporte pour lui, dit-on ? Ou pourra-t-il choisir une voie qui développe ses échanges avec les nations libres de l'Asie et de l'Océanie en attendant qu'un éventuel arrangement entre les deux blocs lui donne la possibilité de contribuer à la modernisation de la Chine sans que son indépendance ait à en souffrir ? Ce n'est peut-être pas pour demain en tout cas.

Il est bien facile de dire quel est notre rôle en allant du connu vers l'inconnu en Afrique et dans le Sud-Est asiatique. Il est beaucoup plus difficile de savoir ce que nous devons faire vis-à-vis de la Chine communiste et, monsieur le Premier ministre, je ne vous demande pas, sur ce point, de me répondre car nul ne sait ce qui va se passer dans les semaines qui viennent.

Il n'est pas possible de faire des prophéties. Nous assistons — je l'ai dit en commençant — à une sorte de séisme. Il y a seulement un certain nombre de choses que l'on peut dire et faire « en tout cas ». Il faut notamment que la Chine communiste sache — on ne peut pas peut-être la convaincre tout de suite, mais il faut qu'elle le sache — qu'elle ne doit pas croire, elle qui est une grande puissance inquiète de son avenir, que les trois pays d'expression française du Sud-Viet-Nam, du Cambodge et du Laos, que la géographie a placés dans son voisinage, sont là pour quelque œuvre de contre-révolution mais parce que ce sont des entités indépendantes auxquelles correspondent des peuples fiers, libres et désireux de le rester au cours de leur histoire à venir.

Dans ces conditions, l'appartenance de la France au pacté du Sud-Est asiatique ne devrait pas être interprétée par la Chine comme étant le désir de participer à des forces agressives, mais comme une nécessité de son histoire de défendre partout la cause des peuples libres.

En tout état de cause, les problèmes d'Extrême-Orient ne devraient pas rester absents de l'agenda qui sera présenté par la France aux futures négociations entre l'Est et l'Ouest.

En conclusion, quand on voyage, quand on connaît toutes les escales du monde, on ne peut certes être mégalomane pour son pays, mais il ne faut pas non plus être défaitiste. Depuis deux ans, depuis la venue au pouvoir du général de Gaulle, il est certain que notre pays « continu et renouvelé » à la fois bénéficie d'un capital de sympathie qu'il ne faut pas négliger.

En Asie, dans le Sud-Est asiatique, c'est sous la forme de la civilisation française que l'apport occidental a le plus de charme, le plus de séduction, c'est-à-dire qu'il est plus solide puisqu'il a un support affectif. Cependant, il ne faut pas être seul. Quand l'Occident se divise, que ce soit au Levant, en Afrique, en Extrême-Orient, à Suez, les choses se retournent contre l'ensemble de la cause de la liberté.

Vous l'avez dit, monsieur le ministre, si l'on a eu, il y a quelques jours, le désir de séparer les U. S. A. de la France, c'est raté, et tant mieux ! Mais nous sommes maintenant à l'époque des missiles. Le problème du million d'hommes de 1914, de la primauté des masses est dépassé, nous sommes maintenant à la période de la primauté de l'intelligence et du génie. L'Est et l'Ouest ne se jaugeront pas uniquement par la force, mais par leurs savants, non pas seulement par ceux qui inventeront les engins de mort, mais par ceux qui inventeront la parade à ces engins de mort et même par des savants peut-être dont l'œuvre, absolument abstraite, aura une influence incalculable sur le destin des hommes.

C'est pourquoi, contrairement à ce qui était affirmé par notre collègue M. Biaggi au Sénat de la Communauté et par notre collègue M. Blin, dans des discours aux arguments semblables, nous sommes favorables à la force de frappe; nous en reparlerons plus tard dans un autre débat; cette force posera aux techniciens français civils et militaires des problèmes difficiles et elle permettra de redonner à notre armée le goût de la recherche et de la découverte. Elle participera à cette compétition dans l'intelligence et dans le génie, terrain sur lequel la France est fort bien armée.

Cependant la politique ne s'équilibre pas uniquement par des formules militaires, mais par des constructions de paix. Il ne faut pas se servir « d'hypothèses » comme alibis pour ne rien faire; il faut définir « ses lignes » d'action. Pour définir une action, il faut être « stable ».

Nous sommes comme un bateau dans la tempête, il est nécessaire que le Gouvernement soit stable. L'excellent président de la commission des affaires étrangères, M. Maurice Schumann, disait l'autre jour : « Un discours politique, un discours parlementaire est fait ou pour attaquer un gouvernement ou pour le défendre ». Nous n'avons point le désir de vous attaquer, monsieur le Premier ministre, et il n'est peut-être pas la peine que nous vous défendions.

M. Pierre Bourgeois. C'est une bonne nouvelle!

M. Jacques Raphaël-Leygues. Seulement, nous tenons à vous apporter le soutien affectueux, sans arrière-pensée et sans détour, du groupe le plus nombreux de cette Assemblée.

L'avenir, sans être sombre, est imprévisible et difficile. Mes collègues de l'union pour la nouvelle République et moi-même, nous tirons cette conclusion — qui nous est parfois injustement reprochée — que notre rôle est donc de soutenir le Gouvernement de la France au milieu de cette tempête sur l'Asie, tempête sur l'Afrique, dont nul ne saurait dire comment et quand elle s'achèvera.

Nous voulons être un élément de stabilité, un élément de continuité. Les choses doivent être vues à l'échelle du monde et c'est à l'échelle du monde que l'on voit que la stabilité de notre soutien peut être utile à votre Gouvernement.

Je conclus par là où j'ai commencé. Le pouvoir qui dirige la France est actuellement respecté. Si ce pouvoir reste en place longtemps, s'il bénéficie d'un soutien parlementaire stable et juste, nous pouvons, avec une conception très exacte des choses, essayer — pour reprendre l'expression de M. Couve de Murville — d'avoir un rôle peut-être grand, en tout cas utile dans le monde, nous pouvons essayer de limiter et d'effacer certaines folies et de comprendre, tous ensemble, comme le disait M. Albert-Sorel — tous ensemble nous qui avons des conceptions généreuses et nationales — nous pouvons, dis-je, essayer de comprendre, non pas ce qui existe ou a existé mais « la chose qui n'a jamais été. » (Applaudissements au centre et à gauche.)

M. le président. La parole est à M. Arthur Conte. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Arthur Conte. Monsieur le Premier ministre, mes amis socialistes, dont je suis ici l'interprète, attaquent souvent et durement votre politique financière, économique, agricole et sociale.

Sur l'interprétation des textes constitutionnels, ils sont souvent en opposition avec vous et le moins que l'on puisse dire est que vous et nous ne partageons pas la même philosophie scolaire.

Mais, dans le domaine international, nous élevant au-dessus de toute querelle d'ordre intérieur, nous sommes heureux chaque fois que, comme à cet instant, même sous réserve de quelques corrections, nous pouvons être d'accord sur la politique choisie et affirmée par M. le Président de la République. Lui, vous et nous portons à notre patrie un égal attachement. Lui, vous et nous avons un égal souci d'assurer la sécurité des hommes libres.

Ce sont de hautes raisons qui nous conviennent au beau devoir d'ignorer tout esprit partisan. (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

M. Jean-Paul Palewski. Très bien!

M. Arthur Conte. Nous avons donc approuvé dans sa ligne générale la politique de M. le Président de la République avant, pendant et après l'unique matin auquel fut tristement réduite la conférence de Paris.

Nous l'avons d'abord approuvée avant.

Certains hommes, et non des moindres, viennent aujourd'hui nous dire que la conférence au sommet pouvait n'être pas désirable et pouvait même être une erreur en soi.

Comment l'imaginer, et même le dire?

Désirée par le monde entier, souhaitée de toutes parts, cristallisant autour d'elle les trésors d'espoirs qui dorment au fond de tous les peuples, la détente s'imposait à toutes les consciences. Il fallait la rechercher.

La conférence au sommet s'inscrivait dans cet effort de recherche. C'eût été une faute grave, d'abord sur le plan moral, ensuite sur le plan psychologique, que de s'opposer à sa réunion.

L'erreur eût été ou bien d'accrocher à la conférence au sommet trop d'illusions, ou bien de la tenir d'une manière trop précipitée quelques semaines après que le président du conseil soviétique en eut fait la proposition en novembre 1958.

Or, d'une part, jamais personne, ni au Gouvernement, ni à l'Elysée, ni dans l'opposition n'a considéré la conférence au sommet comme une conférence miracle dont il fallait attendre la paix pour toujours.

D'autre part, cela a été sage de ne pas tenir cette conférence d'une manière trop précipitée.

La proposition en avait été faite à un moment où le cancer de M. Foster Dulles affaiblissait toute la politique américaine, où les Anglais se trouvaient à quelques jours d'une importante consultation électorale et où notre propre Président de la République n'avait pas encore eu le temps d'affirmer avec toute la solennité attendue les nécessités du maintien de l'unité atlantique et celles de la construction européenne.

Du moins avons-nous, par ce délai, pu obtenir que les Occidentaux arrivent unis à la conférence qui s'est tenue à Paris. Mes amis, par ma voix et par celle du président Guy Mollet, lors du premier grand débat consacré à la politique étrangère dans cette enceinte, avaient sur ce point donné leur accord au Gouvernement, à l'origine. Nous sommes heureux que notre lucidité ait rencontré la vôtre.

Nous avons été également d'accord pendant la conférence au sommet. Comment ne pas approuver la dignité et la sérénité avec lesquelles il a été répondu à l'incartade? On a gardé son sang-froid: c'est fort bien et nous nous en réjouissons.

Comment ne pas constater l'extraordinaire disproportion entre l'incident mineur provoqué par l'avion photographe et l'exploitation gigantesque qui en a été faite par la suite? Que je sache, l'espionnage n'est pas un apanage américain. La guerre des services secrets fait justement partie de cette guerre froide à la fin de laquelle nous aurions voulu que chacun, à la conférence au sommet, fit plus d'efforts pour parvenir.

En troisième lieu, nous avons approuvé les déclarations qui ont suivi la conférence. Mais nous varions sur une interprétation. Nous avons le sentiment que le Président de la République a tendance à considérer que le Premier soviétique a une importance en tant qu'homme, qu'il répond le plus souvent à des réflexes d'ordre individuel ou même à des réflexes d'ordre national. Nous sommes persuadés tout au contraire qu'il est l'interprète rigoureux et fidèle d'une direction collégiale et qu'il répond davantage à un esprit dicté par les exigences d'une doctrine. Le camarade Nikita Khrouchtchev vu par M. Maurice Thorez a plus de réalité que Son Excellence le président Khrouchtchev aperçu par Charles de Gaulle. (Rires et applaudissements sur plusieurs bancs à l'extrême gauche.)

Je crois, monsieur le Premier ministre, que vous vous exposez à un certain nombre d'erreurs ou de déconvenues si, sur ce point, une correction nécessaire n'est pas apportée.

Nous ne voulons pas ici, au cours de ce débat, jouer les astrologues du Kremlin, jouer les analystes, nous demander pourquoi l'on a changé d'attitude, pourquoi Moscou paraît avoir choisi une autre route, ni découvrir d'extraordinaires perspectives sur des divisions éventuelles entre la Russie et la Chine qui, pour l'heure, nous paraissent s'entendre fort bien. Notre seule tâche ici, je pense, monsieur le Premier ministre, est de faire œuvre constructive et, avant tout, de penser la suite, de nous mettre d'accord sur un certain nombre d'idées qui nous paraissent essentielles pour les mois à venir. Sur ce point, avec la plus entière franchise et la plus grande clarté possible, je voudrais bien expliquer la position des socialistes français, et, d'abord, sur la conférence au sommet elle-même.

S'il doit y avoir une seconde conférence au sommet — dont nous approuvons la réunion — nous voudrions, pour que nous soyons entièrement d'accord sur l'idée que nous nous en faisons, qu'elle ne soit plus considérée comme une conférence au sommet « départ », comme une conférence au sommet « climat » qui tournerait très bientôt au style conférence au sommet « propagande » ou bien, comme la dernière, au style conférence au sommet « mésaventure ».

Nous sommes pour une conférence au sommet qui devra consacrer un certain nombre de résultats obtenus après une longue et laborieuse négociation, laquelle devra être poursuivie selon les règles diplomatiques traditionnelles, dans le silence et dans la discrétion des chancelleries, avec l'appui certes de

tous hommes qui pourront être consultés, mais en évitant de lui donner un aspect spectaculaire qui, cela a été démontré, est finalement néfaste.

Il est un deuxième point de vue. Vous allez, monsieur le Premier ministre, discuter des problèmes en cours avant cette éventuelle conférence au sommet, notamment du problème de Berlin. A cet égard également nous tenons à prendre date et à être très nets. Je répète, au nom du parti que j'ai l'honneur de représenter à cette tribune, que le problème berlinois ne saurait être détaché du problème allemand dans son ensemble et qu'il ne devrait faire l'objet d'un règlement particulier que si en même temps le problème allemand était résolu d'une manière complète.

Si l'on devait discuter du statut provisoire de Berlin, trois principes devraient être absolument observés. Le premier est que, tant qu'un traité de paix n'est pas signé avec toute l'Allemagne, les droits des troupes d'occupation américaines, britanniques et françaises à Berlin ne doivent pas être mis en cause. Le second est que tant qu'un traité de paix n'est pas signé avec toute l'Allemagne l'on ne peut pas discuter du maintien des liens juridiques et économiques de Berlin-Ouest avec l'Allemagne occidentale. Le troisième est qu'un statut provisoire ne pourrait intervenir que s'il était approuvé par les populations intéressées librement consultées. (*Applaudissements de l'extrême gauche à la droite.*)

Nous tenons beaucoup au maintien de ces principes. Nous considérons que, dans les semaines ou les mois à venir, les Occidentaux commettraient la plus lourde des fautes contre leur propre sécurité et contre la cause même de la paix du monde s'ils venaient à abandonner un seul homme libre confié à leur protection. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Le problème de Berlin n'est pas le seul ; il y a le problème tout aussi angoissant du Moyen-Orient. A cet égard, notre position est bien connue ; je la rappellerai cependant.

Nous souhaitons que les grandes puissances s'efforcent d'obtenir de tous les pays du Moyen-Orient une confrontation pacifique, puis une collaboration pacifique et économique.

L'on peut rêver d'un grand pacte du Nil et du Jourdain où de grandes réconciliations pourraient être obtenues. C'est, d'ailleurs, le vœu même qu'à de multiples reprises les dirigeants d'Israël ont exprimé.

Mais pour autant, nous tenons à dire que si, dans les semaines et dans les mois à venir, quelques menaces venaient à se préciser sur ce petit Etat et si sa liberté et sa sécurité venaient à courir des dangers, les Occidentaux commettraient la plus lourde des fautes s'ils venaient à l'abandonner et si, en faveur du courage et de la loyauté de ses citoyens, ils ne consentaient pas l'effort de protection qui serait alors nécessaire. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche, au centre et à droite.*)

Pour tout ce qui concerne notre politique par ailleurs, plusieurs orateurs y ont déjà fait référence. Deux commandements, en vérité, dominent pour nous.

Tout d'abord, le maintien du Pacte atlantique. C'est là une pièce vitale pour la sécurité du monde libre.

Cela vaut pour la France. Nous devons avoir conscience que si nous ne disposons pas, pour nous protéger, des armes de la plus grande démocratie du monde, nous ne pourrions pas dissenter librement aujourd'hui — et nous n'aurions pas pu dissenter librement hier — sur les intempestivités de ses services secrets ou les maladresses de ses diplomates. Aussi ne devons-nous rien faire qui puisse compromettre, directement ou indirectement, non seulement le maintien du Pacte atlantique, mais surtout celui de l'unité des pays atlantiques.

Cela vaut aussi pour les Etats-Unis. Sur ce point, il faut être franc et loyal et s'exprimer sans ambage.

Nous tenons essentiellement au maintien du Pacte atlantique mais nous aimerions que les Américains d'une part, comprennent les terribles épreuves avec lesquelles, dans certains secteurs, nous pouvons être confrontés et, d'autre part, cessent, dans l'effort d'armement d'être prisonniers d'une loi qui les empêche de confier à leurs meilleurs amis des secrets que connaissent leurs éventuels adversaires. (*Applaudissements de l'extrême gauche à la droite.*)

Je souhaite donc que, sur ce point essentiel, les Américains revisent leurs positions.

Il est un deuxième point auquel nous tenons : la poursuite de la construction européenne. Mon ami M. Muller y a consacré il y a quelques instants un excellent exposé dont j'approuve les conclusions. J'insisterai sur quelques-uns de ses aspects.

Le premier est relatif au rôle même de notre Président de la République. Nous avons écouté avec attention sa déclaration du 31 mai. En ce qui concerne l'Europe, nous avons reconnu un ton nouveau. Ce n'est sans doute qu'un ton, mais nous y avons été extrêmement sensibles.

Nous avons la conviction, monsieur le Premier ministre, que surtout à une heure où notre patrie, douloureusement, peut découvrir les perspectives vertigineuses de la nouvelle Afrique, où elle s'interroge sur les grands choix qu'elle doit faire, elle devrait, au moins au nom de la sagesse, devenir encore plus européenne qu'elle n'a jamais été. Cette conviction se double d'une autre : le Président de la République, seulement s'il sait être demain le grand bâtisseur de l'Europe, recevra une nouvelle consécration de l'histoire. (*Applaudissements.*)

Quant à la construction de l'Europe elle-même, vous connaissez bien notre sentiment. Il faut pousser aux constructions déjà existantes. Il faut construire et accélérer.

Nous avons la conviction que l'Europe à Six doit se poursuivre, mais nous avons le sentiment que tant que la Grande-Bretagne s'obstinera à demeurer absente de la construction européenne, l'Europe ne sera pas une véritable Europe.

Nous comprenons fort bien la qualité des scrupules et la noblesse des hésitations de nos amis anglais. Ils sont partagés entre la triple vocation qui les appelle, d'une part, à l'unité anglo-saxonne, qui les garde, d'autre part, fidèles à leur Commonwealth, et qui, enfin, les rend conscients d'appartenir géographiquement au continent européen. Mais les dangers deviennent si grands et les progrès sur le continent même si considérables que nous ne comprenons pas que l'Angleterre n'arrive pas à prendre conscience de la nécessité de participer à la construction européenne. Nous serons heureux le jour où elle acceptera d'adhérer comme membre plein non seulement à l'Euratome mais aussi à la C. E. C. A. et au Marché commun.

Telle est, sur le plan européen, notre pensée. Mais nous estimons aussi que notre pays se doit d'avoir une politique dynamique et des positions constructives.

Alors que des millions d'hommes s'interrogent sur leur lendemain il faut veiller à leur garder l'espoir. Dans deux domaines, la France peut jouer à cet égard un rôle primordial.

Il s'agit en premier lieu du désarmement. Il reste pour nous le problème des problèmes et, s'il n'est pas traité, en vain cherchera-t-on une solution à tout litige particulier ou à toute querelle de frontières. Nous tenons à répéter que, pour notre part, il ne peut y avoir de désarmement sincère que tout autant qu'il est garanti par l'acceptation des contrôles réciproques.

Il s'agit, en second lieu, de l'aide aux pays sous-développés. Le président Guy Mollet s'est expliqué sur ce point lors d'un grand discours. Nous pensons que l'on commet une grave erreur en faisant de l'aide aux pays sous-développés une arme de la guerre froide alors qu'elle peut être un moyen de rencontre et de collaboration de tous les peuples de la terre.

Aujourd'hui, équiper une nation prolétaire, cela veut dire essayer d'en faire une nation mercenaire alors qu'il appartient à la France d'appeler toutes les nations à collaborer, par exemple, dans la lutte contre un grand fléau mondial, ou bien à équiper une vallée particulièrement pauvre ou un pays particulièrement frappé par la misère et la famine. C'est un domaine dans lequel notre pays a un grand rôle à jouer.

Pour conclure, je dirai que c'est notre devoir, dans ce vacarme des passions et ce tintamarre des ambitions, de montrer le visage de la sérénité et de faire preuve du plus grand sang-froid. A une heure où nous sommes à la merci de la moindre imprudence, il est beau que la France montre au monde le visage de la sagesse et, en tout cas, lui enseigne — il paraît l'oublier — la modération de langage.

Aimer la paix, c'est d'abord ne pas insulter le vieillard ou injurier l'infirme ; aimer et vouloir la paix, c'est ne pas à tout propos proférer la menace et manier l'imprécation ; aimer et vouloir la paix, ce n'est pas à tout propos menacer de sa force ou menacer de sa violence. C'est à la France qu'il appartient de rappeler ces données fondamentales, en complète unité avec ses alliés d'Occident.

Nous serons auprès de vous, monsieur le Premier ministre, tout autant que vous serez partisan d'une grande œuvre de paix et que vous aiderez le Président de la République à y consacrer tous ses efforts. Mais la défense de la paix ne va pas sans la défense de la liberté et, plus que tout aujourd'hui, c'est à la solidarité de l'Occident que vous devez veiller. Nous serons d'accord avec vous tout autant qu'à cette défense de la liberté et à cette défense de l'unité occidentale vous saurez, monsieur le Premier ministre, demeurer fidèle. (*Applaudissements.*)

M. le président. La séance est suspendue pendant quelques instants.

(La séance, suspendue à dix-sept heures trente-cinq minutes, est reprise à dix-sept heures cinquante minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

La parole est à M. Billoux. (Applaudissements sur certains bancs à l'extrême gauche.)

M. François Billoux. La coexistence et la compétition pacifiques entre les nations sont des nécessités vitales de notre temps.

Le fait qu'un conflit se transformerait désormais inévitablement en une guerre de destruction massive, avec l'utilisation des armes atomiques et thermonucléaires, est déjà une raison suffisante pour qu'on se mette résolument au service de la coexistence et de la compétition pacifiques.

Plus que jamais s'impose cette réflexion d'Henri Barbusse dans le premier chapitre de son livre *Le Feu* : « Deux armées aux prises, c'est une grande armée qui se suicide ».

Mais nous ne sommes plus à l'époque où les guerres étaient inéluctables. Les forces sont maintenant suffisantes dans le monde pour imposer la paix, quel que soit le désir de certains de poursuivre la politique de force, la politique « du bord du gouffre ».

Certes, si la guerre n'est plus fatale, la paix ne l'est pas non plus. Si certains avaient pu se bercer d'illusions et croire que la détente internationale suivrait un chemin idyllique, débarrassé de tout obstacle, ce qui s'est passé avec la conférence au sommet les a ramenés à une notion plus exacte de la nécessité du combat incessant à mener pour assurer la paix du monde.

Sans aucun doute, les tenants de la guerre froide ont réussi à porter un coup à la détente internationale. Il serait dangereux de sous-estimer ce fait. Cependant, ce coup porté à la détente n'a pas modifié le rapport des forces en faveur de ceux qui voudraient revenir à la psychose de guerre et pousser plus loin la course aux armements. Au contraire, les partisans de la paix voient et verront encore grossir leurs rangs, pendant que s'isolent un peu plus ceux qui restent attachés à une conception périmée de la politique internationale, avec les formules : « équilibre », « force de frappe », etc.

La place d'un pays quel qu'il soit — c'est-à-dire aussi la France — est plus que jamais déterminée par le rôle effectif qu'il joue en faveur de la paix. C'est aux rapports d'amitié qu'il entretient avec les puissances, grandes ou petites, que se mesurent son influence et son autorité.

Malheureusement, de ce point de vue, les phrases et déclarations de nos gouvernants, aussi grandiloquentes soient-elles parfois, n'ont rien de commun avec la réelle grandeur de la France et le rôle important qu'elle pourrait assumer dans le monde.

Il en fut ainsi pour ce qui a empêché la réunion de la conférence au sommet. Il en est ainsi notamment face au problème allemand, dans la politique dite européenne, la politique Atlantique, le désarmement, la Communauté et, plus généralement, dans les rapports avec les pays qui ont conquis leur libération ou luttent pour elle. C'est ainsi que la France n'a pas encore reconnu l'Etat qui représente 600 millions d'habitants, la Chine.

Quelles sont donc les raisons qui ont empêché la réunion de la conférence au sommet ?

Monsieur le ministre des affaires étrangères, vous avez repris ici l'explication officielle qui nous en fut donnée. Malheureusement, cette explication n'a pas de valeur.

Qualifier le survol du territoire soviétique d'« incident malheureux » ou « relativement sérieux », et en tout cas « fâcheux », selon les déclarations que vous avez faites au Sénat, ou « pour le moins intempestif », selon le discours radiotélévisé du Président de la République, n'est pas suffisant.

Il ne s'agit précisément pas d'un incident, mais bien d'une politique délibérée et poursuivie systématiquement, ainsi que l'a reconnu le Gouvernement américain.

Que demandait l'Union soviétique ? Des excuses, le châtiement des coupables, l'assurance formelle que de tels raids seraient définitivement abandonnés. N'est-ce pas le minimum que n'importe quel pays, victime de telles provocations, est en droit d'attendre ? Le Président Eisenhower ne pouvait répondre affirmativement à ces demandes soviétiques au risque de perdre la face, a-t-on dit. Mais la face, il l'a perdue pour d'autres raisons : pour avoir permis ce survol, pour avoir laissé raconter les pires fables jusqu'au moment où l'Union soviétique a indiqué le lieu

où l'avion avait été abattu et fait connaître que le pilote américain était vivant entre ses mains ; pour n'avoir voulu prendre un engagement que pour la durée du reste de son mandat, alors que dans certains milieux on disait que les vols continueraient ; pour avoir commandé un exercice d'alerte des forces armées le jour même de l'ouverture de la conférence.

Qu'auraient pu valoir plus généralement les décisions prises par la Conférence, lorsque, à propos d'une question aussi grave que celle du raid de l'avion-espion un chef d'Etat a déclaré : « Je ne prends d'engagements que pour la durée de mon mandat » ?

Tenir la conférence dans de telles conditions n'était-ce pas participer à une entreprise de duperie des peuples ?

Les cinq conditions de la coexistence pacifique sont : le désir et la volonté mutuelle de coopérer, la non-ingérence dans les affaires intérieures, la renonciation à des actes d'agression, l'égalité de tous les pays.

Avec ce que vous appelez « l'incident de l'U-2 » plusieurs de ces principes n'ont pas été respectés, à commencer par celui de la renonciation à des actes d'agression. C'est, plus généralement, la violation des lois internationales et de la charte des Nations Unies.

Au centre. Budapest !

M. François Billoux. J'entends dire : « Budapest ! »

Il est plaisant de constater que toujours des « patriotes » se réclament de ceux qui furent les ennemis de la France pendant les deux dernières guerres mondiales. (Applaudissements sur certains bancs à l'extrême gauche.)

C'est la mise en cause de l'égalité des nations, puisqu'il est refusé à l'Union soviétique les garanties accordées à d'autres pays. Est-ce parce qu'il s'agit d'un pays socialiste que l'on continue, sans tenir compte du rapport réel des forces, à vouloir le placer sous le chantage de la force. Une telle discrimination n'a rien à voir avec la politique de détente.

En vérité les dirigeants américains actuels ont montré qu'ils n'avaient pas le désir et la volonté réelle de coopérer. C'est là le fond du problème. Et si le Gouvernement français et le chef de l'Etat avaient eu de leur côté ce désir réel et cette volonté profonde, ils l'auraient dit au président des Etats-Unis pour le ramener à une conception plus exacte de ses devoirs. Au lieu de cela, le chef de l'Etat, a fortifié le président des Etats-Unis dans son attitude incompatible avec les principes de la coexistence pacifique, en mettant en avant la solidarité atlantique. C'est en cela que les dirigeants français portent une lourde responsabilité dans la non-tenue de la conférence au sommet.

Et voilà qu'on se demande si le président Khrouchtchev n'a pas subi on ne sait quelles pressions ! C'est un moyen pour ne pas dire d'où sont venues les véritables pressions, c'est-à-dire celles des milieux militaristes occidentaux, des fournisseurs d'armements et autres attardés de la guerre froide.

Pourquoi le président du conseil soviétique est-il venu tout de même à Paris, dit-on ? Et qu'auriez-vous dit s'il n'était pas venu ? Il est venu parce que, certainement, il voulait tout faire pour que ce tienne tout de même la conférence au sommet et espérait que le président des Etats-Unis, conseillé par ses deux partenaires occidentaux, dirait ce qu'il y avait à dire.

Vous êtes offusqués parce que le président du conseil soviétique a posé les problèmes publiquement. Ce n'est pourtant pas nouveau. En finir avec la diplomatie secrète est la vieille revendication du mouvement ouvrier socialiste, déjà avant la guerre de 1914. (Applaudissements sur certains bancs à l'extrême gauche.)

Et, précisément, il en est fini avec la diplomatie secrète depuis plus de quarante ans. Il est révolu le temps où, suivant l'expression de Talleyrand, le langage servait aux diplomates à dissimuler leur pensée. D'autant plus que, lorsqu'il y a une diplomatie secrète, il y a forcément politique étrangère secrète ; et les gouvernants ne disent pas tout aux parlements et, par conséquent, aux peuples. Avec les pays socialistes, l'ère est révolue de la diplomatie secrète où les pires choses étaient tramées contre les peuples dans le huis clos des cabinets. De cela, vous devez prendre votre parti. Il n'est plus possible de préparer la guerre dans le mystère. C'est au grand jour que sont et que resteront désormais débattus les problèmes au regard desquels les peuples sont les premiers intéressés. (Applaudissements sur certains bancs à l'extrême gauche.)

L'Union soviétique voudrait diviser les Occidentaux, et la France, a-t-on proclamé, est partie intégrante de l'Alliance atlantique. Au moins, les choses sont-elles claires ainsi et chacun peut juger de la valeur des phrases sur la position indépendante de la France. L'attitude du Gouvernement français a confirmé

que la politique extérieure française restait bien enchaînée à celle des Etats-Unis, jusque dans ses aspects les plus dangereux pour la paix, avec l'assujettissement aux impératifs du Pacte atlantique.

Cela n'empêche pas les contradictions inhérentes au système capitaliste, que l'impérialisme le plus fort essaie de régler aux dépens des plus faibles, la France, par exemple. Vous ne pouvez cependant avancer cette notion de l'Union soviétique voulant diviser les Occidentaux qu'autant que vous avouez vous-mêmes que certains d'entre vous restent sur des positions de guerre froide. Le véritable débat est, en effet, ainsi posé : qui veut résolument et qui ne veut pas de la politique de détente internationale, de coexistence et de compétition pacifique ?

En prenant appui sur la solidarité atlantique pour renforcer le président des Etats-Unis dans son attitude, le Gouvernement français a penché du côté des tenants de la guerre froide. La seule manière de faire jouer à la France un rôle bénéfique pour la paix universelle, c'est de lui donner une politique étrangère indépendante et conforme à ses intérêts nationaux. En voici quelques éléments :

D'abord, la France doit s'en tenir strictement aux cinq principes que j'ai énoncés tout à l'heure, sur lesquels est basée la véritable politique de coexistence pacifique. Ainsi, et ainsi seulement, la France pourra nouer des rapports d'amitié avec tous les peuples, avec toutes les puissances, grandes ou petites. A partir de ce moment, il ne s'agira plus que d'attachement avec tout ce qui contribue à consolider la paix dans le monde et, du même coup, à garantir la sécurité et l'indépendance de la France.

Ensuite, le survol du territoire soviétique par l'avion américain et les mesures prises par l'Union soviétique pour assurer sa sécurité font ressortir le danger que comporte, pour la France, le maintien sur son territoire de bases militaires américaines et la concession inadmissible de bases allemandes.

La France doit prendre une position nette et précise sur le désarmement général, total et contrôlé. Le 2 juin, le gouvernement soviétique a présenté un nouveau projet. Celui-ci tient compte des thèses françaises sur plusieurs points importants et notamment sur la demande d'interdiction des véhicules servant au transport des armes nucléaires. Véhicules et bases militaires à l'étranger pourraient être supprimés dès la première étape.

Le Gouvernement français va-t-il maintenant renier à nouveau son enfant, comme ce fut le cas lorsque l'Union soviétique avait repris, il y a quelques années, les chiffres proposés par la France pour la réduction des effectifs des forces armées ? (Très bien ! sur certains bancs à l'extrême gauche.)

Et quel prétexte invoquerez-vous ? Direz-vous que l'Union soviétique veut diviser les Occidentaux ? Mais alors, pourquoi faites-vous des propositions ? Est-ce avec le désir qu'elles soient acceptées ou refusées ? Qui manœuvre dans cette affaire : le partenaire qui accepte les propositions d'autrui ou celui qui, les ayant faites, les abandonne lorsqu'elles sont acceptées par le premier ? Qui est pour le désarmement ? C'est bien celui qui accepte les propositions et non celui qui les refuse ? Et vous voilà prêts à abandonner vos propositions parce qu'elles sont refusées par le gouvernement américain et acceptées par le gouvernement soviétique. (Applaudissements sur certains bancs à l'extrême gauche.)

Nous débouchons là sur un autre aspect de la question. Vous voulez bien « causer », et même faire des propositions, mais en priant Dieu, si je puis dire (Exclamations sur divers bancs à gauche, au centre et à droite), qu'elles soient repoussées ! Qui fait de la propagande, et de la bien mauvaise, dans ce cas ? N'est-ce pas celui qui parle « pour la galerie », mais ne fait rien pour aboutir à un accord réel, même sur ses propres propositions ?

Votre politique cause beaucoup de tort à la France. Voyez, par exemple ce qui se passe avec l'Allemagne de Bonn. Le 6 juin, vous déclarez, monsieur le ministre : « Des transformations sont intervenues dans l'Allemagne occidentale, qui font que nous entretenons avec elle, maintenant, des relations que les Français n'auraient pas imaginées en 1944 ».

Il est vrai que les Français n'auraient pas imaginé en 1944 qu'en 1960 un général ancien nazi commanderait à Fontainebleau et que le Gouvernement français octroierait des bases militaires à l'armée de l'air allemande à Istres, Cognac, Montpellier et Chaumont ! Il est vrai qu'ils n'auraient pas imaginé une Europe des Six, avec la C. E. C. A., le Marché commun et toute la suite, où le capital financier et le militarisme jouent le rôle dominant.

De quelles transformations, en Allemagne occidentale, voulez-vous parler ? Est-ce du fait que le chancelier Adenauer a dû finalement se séparer, sous la poussée populaire, du criminel de guerre Oberlaender ?

J'aurais aimé que vous répondiez, monsieur le ministre, à ma question orale avec débat, déposée le 7 juin à propos des manifestations revanchardes qui se multiplient en Allemagne occidentale et notamment à l'encêtre des pays qui ont participé avec nous à la coalition antihitlérienne, la Tchécoslovaquie et la Pologne.

Le jour même où vous prononciez votre discours si aimable pour la République fédérale allemande, que se passait-il dans ce pays ?

Dans un congrès des « Allemands des Sudètes » tenu à Munich, le ministre fédéral des transports, M. Seeböhm, en présence du ministre de la défense, M. Strauss, revendiquait des territoires tchécoslovaques. Dans un congrès des « Réfugiés de Poméranie », tenu à Bochum, un autre ministre allemand déclarait : « Renoncer aux territoires allemands de l'Est serait un péché inconcevable ». 1.300 anciens S. S. se rassemblaient à Windheim sous la protection de la police pour proclamer leur fidélité à Hitler. Et comme en réponse aux transformations que vous constatez, d'anciens nazis de la marine de guerre affirmaient : « Nous sommes restés ce que nous étions ! ».

Le silence du Gouvernement français devant de tels faits équivaudrait à un accord de sa part. Or, nous ne vous avons pas entendu dire que le Gouvernement allait en tirer les conséquences qui s'imposent dans ses relations avec le gouvernement de la République fédérale. Il ne suffit pas de dire, une fois en passant, que la France considère comme justifiée la frontière Oder-Neisse ; il faut agir en conséquence, devant des faits comme ceux de la semaine dernière.

Au lieu de cela, vous avez réaffirmé, hier, votre soutien à la politique du chancelier Adenauer, en rejetant à nouveau le statut de ville libre pour Berlin-Ouest et le traité de paix avec les deux Etats allemands.

Certes, il est fort regrettable qu'il y ait deux Etats allemands ; mais à qui la faute, sinon à ceux — y compris le Gouvernement français — qui, ayant créé l'Etat allemand de l'Ouest, ont fait en sorte qu'il était devenu impossible aux Allemands de l'Est de ne pas avoir également leur Etat ?

C'est donc avec ces deux Etats allemands qu'il est nécessaire de signer un traité de paix, en reconnaissant la République démocratique allemande qui, elle, n'émet aucune revendication territoriale vis-à-vis de qui que ce soit.

Nous sommes obligés de noter que votre déclaration d'hier sur l'Allemagne et Berlin n'est pas conforme au communiqué final de la rencontre du Président de la République française et du président du conseil soviétique. Ce communiqué déclare : « Sur le problème allemand, le Président de la République française et le président du conseil des ministres de l'U. R. S. S. ont porté leur attention sur les solutions éventuelles à apporter aux questions relatives à l'Allemagne et la question de Berlin. Ils ont reconnu que le règlement progressif de ces questions sur la base d'accords à la suite des négociations aura une grande importance pour le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde ».

La différence entre votre déclaration et ce communiqué final provient-elle du fait que la thèse du règlement progressif par la négociation est en contradiction avec les conceptions de Bonn ?

Pourquoi, d'ailleurs, plus généralement, n'avez-vous parlé ni de ce communiqué final ni des différents accords intervenus lors du voyage du président Khrouchtchev ?

On croyait rêver lorsque vous affirmiez, d'abord, avec beaucoup d'assurance, que la France jouait désormais un grand rôle dans le concert des nations, et lorsque, quelques instants plus tard, vous brossiez le tableau montrant comment les relations de la France se sont détériorées en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine.

Pourquoi ne pas dire qu'il en est ainsi parce que, en face du mouvement de libération nationale irrésistible qui sonne le glas de l'ère colonialiste, vous n'avez pas su vous adapter aux conditions de notre temps, préférant invoquer je ne sais quelle propagande communiste ?

Il est vrai que des peuples entrent à leur tour dans l'action pour une politique pacifique, en Corée du Sud, en Turquie, au Japon, et nous les saluons. Notons en passant que des voiles se lèvent sur le visage véritable du « monde libre » et que chacun est obligé de reconnaître, maintenant, que Syngman Rhee, pour lequel on a fait la guerre, et Mendès étaient des bourreaux sanguinaires et nullement désintéressés, comme ils l'ont montré l'un et l'autre. (Très bien ! sur certains bancs à l'extrême gauche.)

Il reste encore les Franco, les Tchang Kaï Chek.

Nous avons dit récemment ce que nous pensions de la Communauté. Les peuples d'Afrique, comme ceux du monde entier, veulent l'accession à une pleine et entière souveraineté nationale. Tous les obstacles opposés sur cette voie seront finalement balayés. La solution aux problèmes posés par cet irrésistible mouvement de libération réside dans la satisfaction des légitimes aspirations à l'indépendance nationale. La reconnaissance de l'indépendance est la condition de l'instauration, dans la pleine égalité, de la coopération souhaitable avec la France, dans les domaines politique, économique et culturel.

Allez-vous en finir avec la politique stupide menée vis-à-vis de la Guinée, qui apporte la démonstration vivante de la faute gaulliste de septembre 1958 ? Allez-vous faire appliquer les accords de Genève sur le Viet-Nam et établir des relations normales avec la République démocratique du Viet-Nam ?

Alors que toute l'Afrique se libère, comment pouvez-vous continuer à refuser l'indépendance à l'Algérie ? Quoi qu'en ait dit hier le chef de l'Etat, si aucune solution du conflit algérien n'est en vue, cela est dû à l'abandon, dans les faits, de la politique d'autodétermination. Ce n'est pas un procès à huis-clos contre le parti communiste algérien ni l'interdiction du congrès pour la paix en Algérie — et qui, soit dit en passant, donnent toute sa saveur à votre exclamation d'hier : « Un seul mot, liberté ! » — qui changeront quoi que ce soit, tant que vous vous refuserez à l'ouverture de pourparlers avec le gouvernement provisoire de la République algérienne pour assurer la garantie de l'autodétermination.

Nous répétons que la seule manière de faire jouer à la France un rôle bénéfique pour la paix universelle c'est de lui donner une politique étrangère indépendante et conforme à ses intérêts nationaux. Ce n'est pas la vote qui est suivie par votre Gouvernement.

Aussi travaillerons-nous plus que jamais à appeler tous les patriotes à agir pour la détente internationale, pour le désarmement, pour la paix en Algérie et dans le monde.

Le dernier mot restera à la cause de la paix, de la coexistence et de la compétition pacifiques. (Applaudissements sur certains bancs à l'extrême gauche.)

M. le président. La parole est à M. Radius. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. René Radius. Monsieur le ministre des affaires étrangères, mes chers collègues, si certains ont jamais pu douter que l'œuvre de rénovation entreprise par le général de Gaulle s'inscrivit dans la ligne de la mission que la France a toujours entendu remplir, aussi bien à l'intérieur d'elle-même que sur le plan international, ceux-là, aujourd'hui encore plus qu'hier, doivent certainement perdre leurs dernières illusions.

Le discours que le général de Gaulle a prononcé à propos des problèmes internationaux est une preuve supplémentaire des vues politiques à longue échéance que la France entend mettre en pratique.

Je désirerais tout particulièrement présenter quelques observations en ce qui concerne l'organisation de l'Europe.

Une certaine expérience — vieille de bientôt dix années — de parlementaire européen m'incite à considérer avec le maximum de lucidité et de précautions les offres que vient de soumettre la Grande-Bretagne à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Alors que depuis le lendemain de la dernière guerre mondiale les nations européennes ont entrepris ce vaste programme d'union qui aboutit à la constitution d'une véritable communauté groupant six pays, à l'effort desquels la Grande-Bretagne a toujours refusé de s'associer, alors que ces six pays ont manifesté d'une façon constante leur désir de voir la Grande-Bretagne participer à leur action, cette même Grande-Bretagne, après dix années, vient de déclarer que, pour éviter tout danger de division entre les pays européens, elle sera certainement disposée à considérer l'éventualité de son adhésion à l'Euratom et à la C. E. C. A.

Il s'agit, dès lors, de parler clair. La nécessité de grouper le plus grand nombre possible de pays d'une façon organisée, l'importance qu'il y a à éviter tout risque de désunion entre les pays européens ne sont pas plus évidentes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient hier.

Cela est si vrai que, lorsque le Conseil de l'Europe fut créé en 1949, il semblait que, pour la première fois, allait s'établir entre les pays européens un lien puissant fondé sur une volonté politique déterminée, celle d'une union toujours plus étroite. Toutefois, cette volonté politique fut, dès le départ, victime des assauts concertés des pays qui n'entrevoient,

à travers l'union européenne, qu'un moyen supplémentaire d'accroître leur influence politique sur le plan international, d'une part, et de sauvegarder, d'autre part, les intérêts commerciaux qu'ils ont à défendre de par le monde.

C'est ainsi que, petit à petit, les nations chez qui prédominait avant tout cette volonté politique en vinrent à conclure qu'il leur était nécessaire d'affermir leur union et même de l'institutionnaliser politiquement. C'est à ce stade qu'est apparu le prétendu divorce que d'aucuns cherchent à exploiter actuellement et à l'occasion duquel la Grande-Bretagne, entraînant dans son sillage d'autres pays européens, a refusé de s'engager dans l'étape nouvelle de l'unité européenne.

Il paraît qu'aujourd'hui la Grande-Bretagne, consciente de son appartenance européenne, veut tout mettre en œuvre pour favoriser l'union européenne.

Que fait-elle ?

D'abord, elle groupe autour d'elle les pays qui n'ont pas donné une application concrète à cette volonté politique dont nous venons de parler et crée la petite zone de libre échange. En second lieu, elle affirme son intention d'aunérer à deux des trois communautés européennes existantes : l'Euratom et la C. E. C. A.

Pour nous, Français, le problème ainsi posé appelle les observations suivantes :

Depuis le lendemain de la guerre, la France et ses autres partenaires européens ont pleinement joué le jeu de l'unité européenne dans le cadre des organisations existantes et en proposant le renforcement des institutions.

Si les communautés européennes se sont formées sans l'Angleterre, si le conseil de l'Europe n'a pas vu ses institutions renforcées, c'est aussi à cause d'un refus ou du moins d'un freinage permanent de la part de la Grande-Bretagne.

Prenez des exemples.

Nous fîmes à l'assemblée du conseil de l'Europe, en particulier avec le concours de notre président M. Chaban-Delmas, les initiateurs d'un regroupement organisé et institutionnalisé des forces politiques et administratives considérables que représentent les pouvoirs locaux. Si, après huit ans d'efforts, cette œuvre n'est pas encore réalisée, c'est en particulier à l'attitude britannique qu'on le doit.

Autre exemple : tout le monde connaît l'intensif travail auquel nous participâmes au sein de la commission sociale du Conseil de l'Europe, commission que j'ai l'honneur de présider, afin de mettre en vigueur pour tous les pays européens une charte sociale garantissant au monde des travailleurs ses droits et libertés essentiels et grâce à laquelle, d'un pays à l'autre, les Etats européens auraient les mêmes devoirs et les mêmes obligations en vue d'assurer la justice sociale.

Si ce projet généreux n'a pu voir le jour que sous la forme d'une vague compilation de vœux et d'un relevé de réglementations existantes, c'est encore par suite du freinage de nos amis britanniques et de leurs associés scandinaves dont ils déterminent en grande partie l'attitude politique sur le plan européen.

Alors, on peut se demander à quel sert la présence de la Grande-Bretagne si ce n'est que pour empêcher le progrès, à quoi peut servir l'absence de la Grande-Bretagne si ce n'est que pour permettre des progrès toujours plus frappants dans l'unité européenne, comme en témoignent les activités des communautés européennes.

Le sens que nous voulons donner à la volonté politique d'union prend alors sa signification profonde.

Mais que l'on considère aussi la position actuelle de la Grande-Bretagne ; elle inspire le groupe des sept de la petite zone de libre échange, groupe qu'elle a formé face au Marché commun ; elle freine le Conseil de l'Europe dans son renforcement politique et elle voudrait aujourd'hui entrer à part entière dans l'Euratom et la C. E. C. A.

On ne peut que s'interroger sur le jeu politique qui pourrait être, dans le cas de cette adhésion, celui de la Grande-Bretagne. Sera-t-il celui d'un arbitre entre des conflits artificiellement provoqués pour les besoins de la cause, ou bien voudra-t-il servir une politique ambitieuse qui ne consisterait qu'à inspirer, selon la direction des vents, telle ou telle action sans jamais comporter d'engagement total pour aucune d'entre elles ?

Autant de questions — elles en appellent bien d'autres — auxquelles il convient de réfléchir.

Ce qu'il nous faut, à nous, Français, ce qu'il nous faut, à nous, Européens, c'est une Grande-Bretagne, ce sont des Anglais animés d'une volonté politique déterminée. Des déclarations d'intention comme celles de M. le secrétaire d'Etat Profumo doivent être accueillies avec espoir. Mais les intentions, même si

elles sont bonnes, ne servent de rien si les hommes qui les expriment ne sont pas pour autant déterminés à s'engager sans esprit de retour.

M. Jacques Raphaël-Leygues. Très bien !

M. René Radjus. L'Europe qui se construit aujourd'hui est établie sur des bases solides, dont l'une des plus fondamentales est, certes, l'entente étroite qui règne entre la France et l'Allemagne.

Il faut que l'Angleterre fasse ses preuves de militant européen et qu'elle abandonne des réserves tactiques pour faire triompher un intérêt supérieur commun.

Dans les grandes épreuves de l'histoire que la France a vécues ces derniers temps, quels qu'aient pu être les chemins qui ont mené à l'entente cordiale, la France et l'Europe continentale ont toujours trouvé à leurs côtés leurs grands alliés anglais.

Aujourd'hui, nous vivons et nous construisons un des plus grands événements de notre histoire et de celle de nos enfants. Nos alliés anglais, comme ils savent le faire, doivent être à nos côtés. Nous leur avons montré que nous savons ce que nous voulons. Nous leur avons expliqué comment nous voulons agir. Nous leur avons prouvé que nous savons atteindre nos objectifs. Avec leur sens pratique, nos amis anglais n'ont pas d'excuse en refusant de gagner une victoire qui paraît certaine.

Si l'axe Paris-Bonn est l'épine dorsale de l'Europe d'aujourd'hui, la transversale Londres-Paris-Bonn sera l'armature de l'Europe de demain. On ne peut être à la fois contre le Marché commun et pour la C. E. C. A. pour faire œuvre commune. Que l'Angleterre, avec ses besoins, adhère au Marché commun, en même temps qu'à l'Euratom et à la C. E. C. A. Alors seulement elle prouvera qu'elle a compris que la Communauté, que la France forme avec ses cinq partenaires, n'est pas une organisation dirigée contre tel ou tel pays, contre tels ou tels intérêts commerciaux, mais qu'elle groupe un ensemble de pays libres et égaux entre eux, pour le bien desquels tout doit être fait sans qu'aucun d'entre eux subisse un préjudice quelconque.

Le général de Gaulle a déclaré que la France veut s'appliquer à bâtir l'Europe occidentale en un groupement politique, économique, culturel et humain, organisé pour l'action, le progrès et la défense. Nous demandons à l'Angleterre de bâtir avec nous cette Europe. Nous lui demandons de faire ses preuves en renforçant dans tous les domaines l'action politique du Conseil de l'Europe, ce Conseil de l'Europe encore balbutiant et trop souvent, hélas ! stérilisé par des compromissions dignes d'un club de diplomates pris au sérieux.

L'Europe d'occident dont a parlé le général de Gaulle existe depuis toujours et l'Angleterre en fait partie.

Il faut accueillir aujourd'hui avec tout l'empressement désirable l'attitude encourageante du gouvernement britannique mais il faut aussi dire à nos amis britanniques que la France est plus que jamais décidée à poursuivre l'œuvre d'unité politique de l'Europe entreprise sans esprit de retour et que c'est à cette œuvre-là que l'Angleterre doit participer pour son propre bien comme pour celui de ses voisins.

Je dirai donc en conclusion : faire l'Europe, oui. Persévérer dans l'action entreprise, oui. Mais l'Europe ne sera pas l'Europe si elle n'est pas faite pour tous les peuples qui la composent. L'Europe ne peut se faire qu'avec une France forte. Mais n'oublions à aucun moment que nous vivons aujourd'hui l'ère des pionniers d'une grande œuvre, celle qui doit assurer aux générations futures la prospérité et leur garantir la paix. (Applaudissements à gauche et au centre.)

- **M. le président.** La parole est à M. Japiot. (Applaudissements à droite.)

M. François Japiot. Monsieur le ministre, mes chers collègues, devons-nous croire encore à l'O. N. U., la réformer ou la quitter ?

Je m'excuse, monsieur le ministre des affaires étrangères, de soulever cette question qui peut vous paraître naïve, inopportune ou, sait-on jamais ? dangereuse. Elle hante pourtant mon esprit et prend même parfois dans mes méditations la sonorité impérative du devoir car, cette question, les responsables de l'avenir du monde, en particulier de celui de la France, n'ont-ils pas aussi l'obligation de se la poser ?

Le premier vœu des survivants d'un cataclysme est, en effet, d'éviter le retour de la catastrophe et cela est vrai pour nous, pour nos enfants — j'en ai sept — comme pour le bébé symbolique dont a parlé hier soir M. le Président de la République. Si, en effet, tout doit être fait pour que ce bébé soit, dans vingt ans, « deux fois plus à l'aise que ses parents », encore faut-il que, d'ici là, notre civilisation et l'humanité peut-être n'aient pas sombré dans le chaos.

C'est ainsi qu'est née la Société des nations au lendemain de la première guerre mondiale. C'est ainsi qu'est née l'Organisation des nations unies à l'issue de la seconde.

Malgré les amères déceptions auxquelles avait conduit la S. D. N. que d'espoirs ont été mis dans l'O. N. U. !

Or, quinze ans après, nous devons nous demander si cette nouvelle tentative de rassembler tous les peuples contre la guerre ne risque pas d'aboutir à une impasse pire que celle de 1939.

Avant qu'il ne soit trop tard, ne pourrions-nous pas cependant tirer de l'expérience antérieure un certain nombre d'utiles leçons ?

La première, c'est qu'une réunion des nations ne peut, au xx^e siècle, avoir d'efficacité réelle que si elle groupe tous les peuples ou, du moins, ne laisse au dehors que des pays d'importance mineure par le chiffre de leur population, leur situation géographique, leur influence politique ou leur puissance industrielle ou militaire.

En bref, on risque de faire œuvre vaine en l'absence des pays qui peuvent jouer un rôle déterminant, soit dans la prévention ou la répression d'un attentat contre la paix, soit dans le déclenchement d'une guerre mondiale. Faute, d'une part, de la présence des Etats-Unis à la S. D. N., faute, d'autre part, de leur maintien dans ses rangs de l'Italie et surtout de l'Allemagne, les réunions au bord du lac Léman finirent par ressembler à des débats de café du Commerce. On y parlait avec autant de gravité que de « érilité des grands problèmes du monde. C'était ailleurs que se jouait son destin.

Le triangle qui inquiétait alors le monde, Berlin-Rome-Tokio, et celui qui aurait pu le rassurer, Paris-Londres-Washington, passaient tous les deux en dehors de Genève.

Ne craignez-vous pas, monsieur le ministre, qu'aujourd'hui on ne se berce des mêmes illusions ?

En contemplant l'agréable chatouillement des couleurs des pavillons qui flottent devant le palais de New-York, ne vous est-il jamais arrivé de penser avec quelque inquiétude à une absence, celle du peuple le plus nombreux du globe qui pourrait bien être aussi, avant peu, le plus puissant ?

Certes, je n'ignore pas à quel point la Chine populaire est loin d'embrasser l'idéal qui présida naguère à la création des Nations Unies, mais vouloir régler la vie de la planète en feignant d'ignorer plusieurs centaines de millions et bientôt un milliard d'êtres humains, est-ce réaliste ?

M. Raphaël-Leygues ne me contredira pas sur ce point.

A défaut d'être invitée à New-York, la Chine se fait inviter à Bandoeng ou autres lieux en attendant d'être invitante à Pékin. Elle peut ainsi échapper aux débats contradictoires et inoculer tout à son aise tel ou tel virus sans risquer de voir personne y opposer le moindre antidote.

Bien plus. Ecoutez cet avertissement qu'un haut personnage chinois donnait publiquement à Varsovie en février dernier :

« Le gouvernement chinois doit déclarer à la face du monde que tout accord international conclu sur le désarmement ou sur toute autre question sans la participation formelle de la République populaire chinoise et sans la signature de son délégué ne saurait évidemment engager la Chine. »

Soyons nets. Il n'y a de place, à l'égard de l'O. N. U., que pour deux thèses, mais pas pour un mélange confus des deux.

Ou bien on estime que l'Organisation des Nations Unies est un club réservé aux seuls Etats qui ont une conception commune de la démocratie, du respect de la personne humaine, de la liberté des individus aussi bien que des peuples, et qui se refusent à toute forme de guerre subversive, classique ou atomique pour conquérir de nouvelles terres ou étendre leur emprise.

Dans ce cas, il faudrait certainement aujourd'hui faire, parmi les membres de l'O. N. U., une sérieuse épuration qui la ramènerait aux dimensions d'une sorte d'O. T. A. N. un peu agrandie.

Ou bien on persiste à croire utile que l'O. N. U. soit le lieu de rencontre, aussi universel que possible, des grands et petits Etats, des peuples de toute race, de toute langue, de tout degré d'évolution et même de tout système économique, social et politique, donc aussi des tenants et adversaires du communisme, dans l'intention de rechercher ensemble comment coexister pacifiquement, et si possible loyalement, plutôt que de disparaître collectivement.

Dans cette hypothèse est-il sage d'exclure la Chine populaire alors que — et je crois que c'est heureux — on n'a pas cru devoir persister à exclure l'Espagne, par exemple, ni les anciens adversaires des alliés de 1945 ?

En tout cas, entre les deux formules que je viens de définir, il faut choisir. Mais il est impossible de rester dans l'équivoque actuelle.

Car nous n'avons pas le droit de laisser croire à l'opinion publique occidentale que l'O. N. U. est une sorte de cour suprême de morale internationale...

M. Jacques Raphaël-Leygues. Très bien !

M. François Japiot. ... si, parmi les jurés, continuent à siéger des hommes radicalement opposés précisément à nos propres conceptions morales.

Nous ne pouvons pas davantage chloroformer cette même opinion publique en justifiant l'existence et le fonctionnement de l'O. N. U. par notre espoir d'éviter, grâce à elle, une troisième guerre mondiale si ceux qui peuvent avoir à cet égard un rôle déterminant en sont écartés. (Applaudissements à droite et sur divers bancs.)

Les promoteurs de la charte de San Francisco avaient d'ailleurs, sur ce point, profité de l'expérience de la défunte Société des Nations en tirant de son histoire un second enseignement qui semble, depuis quelques années, avoir été perdu de vue.

Par une disposition de cette charte était, en effet, stipulé que toute décision du conseil de sécurité, véritable directoire de l'O. N. U., ne serait exécutoire que si elle était prise par une majorité comprenant obligatoirement les cinq Grands d'alors : la Chine, l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. C'est ce qu'on appelait le droit de veto des cinq Grands.

On sait comment, pour en avoir abusé et avoir ainsi pratiquement paralysé l'institution elle-même, l'U.R.S.S. rendit impossible le maintien de cette mesure. On sait aussi comment le cinquième Grand n'est plus représenté que par Formose.

Or, quels que soient l'attachement que j'ai pour notre chère Corse et l'appui total que j'entends donner à ses parlementaires quand ils s'indignent de voir un texte citer leur département comme étant en dehors de la France métropolitaine, je pense qu'ils souriraient eux-mêmes si quelqu'un prétendait qu'ils représentent toute la France. Et pourtant, c'est bien la même France, Dieu merci ! qui est à Ajaccio et à Paris, tandis que les Chinois de Taïpeh et de Pékin — ou, si vous préférez, de Tchang Kaï Chek et de Mao Tsé Toung — risquent hélas ! de n'avoir plus en commun que leurs ancêtres !

Ainsi, pratiquement, les cinq Grands du monde — car ils sont toujours cinq à être grands — ne sont plus que quatre à l'O. N. U. Et ces quatre, qui ont des responsabilités gigantesques et une puissance démesurée par rapport aux autres membres, ont chacun une voix identique à celle de n'importe quel Etat, mise à part l'U.R.S.S. qui dispose, en fait, des deux voix supplémentaires de la Biélorussie et de l'Ukraine.

Ainsi, aujourd'hui, la représentation des populations du globe à l'O. N. U. est grosso modo la suivante : Environ un milliard d'êtres humains : 0 voix — je n'y reviens pas — ; 1.500 millions d'hommes, c'est-à-dire les 82 Etats de l'O.N.U., moins les quatre grands, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et U.R.S.S. y compris Biélorussie et Ukraine, 76 voix ; enfin, les 500 millions d'habitants de ces quatre Grands, 6 voix.

Donc, même sans tenir compte des responsabilités particulières de ces quatre grands du fait de leur capacité économique et militaire infiniment supérieure, et en restant sur le seul plan de la démographie, 25 p. 100 des populations représentées à l'O.N.U. ne disposent que de 7 p. 100 des voix, et prochainement moins encore.

Inutile de dire que la conséquence de cette arithmétique absurde ne peut être qu'une considération sans cesse décroissante de la part des grandes puissances pour les votes qui leur sont défavorables.

Mais il y a pire : cette institution destinée à la paix devient, par le fait ci-dessus, une machine de guerre.

Chacun sait, en effet, que les votes au sein de l'assemblée générale des Nations-Unies doivent, pour les questions importantes, être acquis à la majorité des deux tiers. Dans les premières années de l'institution, cette sage précaution permettait d'éviter que des Etats n'ayant encore qu'une expérience politique insuffisante ne puissent exercer une prépondérance vis-à-vis des nations que leur culture, leur maturité ou l'importance de leurs responsabilités rendent presque nécessairement plus prudentes et plus conscientes des conséquences de leurs prises de position.

Or, d'année en année, la création de nouveaux Etats, notamment en Afrique et en Asie, s'est accompagnée immédiatement de leur entrée à l'O. N. U. Ainsi, la majorité des deux tiers tend

de plus en plus à passer dans les mains des représentants de ces nouveaux Etats qui pourront bientôt imposer en fait leur point de vue à l'Europe et à l'Amérique du Nord.

Le communisme international, qu'il soit d'inspiration chinoise ou soviétique, ne s'y est pas trompé. La clientèle soumise de l'Europe centrale ne lui suffisait pas, il n'a cessé depuis dix ans d'éveiller des nationalismes pour susciter de nouvelles candidatures à l'O. N. U.

Oh ! certes, même en déployant de grands efforts, heureusement pas toujours couronnés de succès, pour que les leaders de ces nationalismes soient des hommes à lui, le communisme international ne peut espérer que les nouveaux venus à l'assemblée de New York aient une docilité totale à ses manœuvres, mais il sait qu'il est toujours efficace de diviser pour régner et qu'il existera nécessairement d'autant plus de sujets susceptibles d'opposer entre eux les Etats que ceux-ci seront plus nombreux.

Pour ne prendre qu'un exemple, qui nous touche de très près, imagine-t-on à quel déchirement seront en proie les délégués à l'O. N. U. des républiques issues de notre ancien domaine d'outre-mer lorsqu'il leur faudra dans certains cas graves opter entre leur solidarité très naturelle envers d'autres peuples africains ou asiatiques et leur fidélité, que je crois pourtant sincère, à la France ? (Applaudissements à droite et sur plusieurs bancs au centre et à gauche.)

Or, il ne me semble ni possible, ni même désirable de s'opposer à l'entrée de ces nouveaux Etats à l'O. N. U. Il ne me semble pas plus opportun de favoriser, pour leur faire contrepoids, l'émiettement de ceux qui veulent rester fédérés ou la décomposition des vieilles nations qui ont mis des siècles à fonder en un seul plusieurs pays rivaux.

Ne dit-on pas que le Mali regrette de ne pouvoir demander à l'O. N. U. qu'un seul siège pour le Sénégal et le Soudan, alors que les Etats de l'Entente en réclament chacun un ?

Enfin, voyez-vous la France reconstituer ses provinces en Etats indépendants : république de Bourgogne, de Bretagne ou autres, pour avoir trente-deux voix à l'O. N. U. au lieu d'une seule ?

Il importe donc de désamorcer cette machine infernale et de mettre un terme à de tels contresens.

Une solution, qui n'est peut-être pas la seule, pourrait consister à pondérer les voix de chaque Etat en fonction de sa population ou à conjuguer cette représentation pondérée avec la représentation simple. Juristes, économistes et diplomates peuvent en imaginer d'autres. Mais voyons, monsieur le ministre, le maintien de la règle actuelle ne vous apparaît-il pas comme n'étant plus, s'il l'a antérieurement été, adapté à la situation actuelle ? Vous apparaît-il toujours acceptable ? Ne vous apparaît-il pas comme une absurdité ?

Enfin, et c'est là sans doute le plus précieux enseignement que l'on peut tirer des expériences de la S. D. N. et de l'O. N. U., plus qu'à des discussions politiques c'est à des tâches constructives qu'il faut appeler l'ensemble des nations si on veut les unir.

Il est assez remarquable, en effet, que si les échecs politiques des deux institutions paraissent, hélas ! plus nombreux que leurs succès, il n'en est pas de même, heureusement, de l'activité des organismes dépendant d'elles et destinés à une mission d'un autre ordre.

Je pense à l'U. N. E. S. C. O. qui a si efficacement contribué à répandre dans le monde les meilleurs fruits de la culture et, par l'échange des patrimoines littéraires, philosophiques, artistiques ou scientifiques, à enrichir chaque peuple des richesses des autres.

On pourrait citer aussi le Bureau international du travail, doyen d'âge de ces organismes annexes, auquel nous sommes redevables de contacts et de travaux qui ont eu une large part dans l'harmonisation des législations du travail au sein de nombreux pays.

Il faudrait aussi rappeler les services immenses rendus à la Communauté humaine par l'organisation mondiale de la santé, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'organisation internationale du commerce, le fonds monétaire international, etc.

De telles expériences heureuses ne nous montrent-elles pas la possibilité et l'urgence de convier tous les peuples à tenter de résoudre ensemble non pas seulement leurs problèmes de frontières ou d'influence, mais le problème numéro un, celui qui empoisonne l'atmosphère de notre planète et qui la mettra un jour de nouveau à feu et à sang si on le laisse en l'état, le problème de la misère, et plus particulièrement de la faim, dans le monde ?

Chimère, dira-t-on ?

Alors, répondons tout de suite que c'est une autre chimère que d'exclure l'hypothèse qu'un jour, et peut-être avant la fin du

siècle, les deux, trois ou quatre milliards d'êtres humains plus ou moins dépourvus du minimum vital se ruent à l'assaut des cinq cent millions de mieux nantis !

Un vieux dicton déclare : « Ventre affamé n'a point d'oreilles ». Il serait plus juste de dire qu'il n'en a pas pour la voix de la raison, mais pour celle de la haine et de la violence.

Je crois que la perspective du suicide atomique peut faire reculer ceux qui ont quelque chose à perdre. Mais je ne vois pas au nom de quoi des hommes mourant de faim et n'ayant donc plus rien à perdre hésiteraient à entraîner dans leur tombe ceux qui ne les auraient pas sortis de leur misère.

D'ailleurs, si vous en doutez, écoutez plutôt ce que disait, il y a deux ans, le maréchal chinois Chen Yi : « Nous ne craignons pas la guerre. Trois cent millions de Chinois survivraient, c'est assez pour dominer le monde. »

Une voix s'est élevée, il y a un an, du côté occidental, pour proposer le seul remède possible à cette issue effroyable où l'absurdité le disputerait à l'horreur. Et nous devons être fiers que cette voix soit française, puisque c'est celle du Président de la République. Je sais que l'offre faite par lui aux antagonistes de l'Est et de l'Ouest d'établir en commun un programme d'aide aux pays sous-alimentés n'a pas eu tout l'écho qu'elle méritait.

La générosité de la France envers les peuples en état de moindre développement, pour être probablement encore insuffisante, est de loin la plus élevée dans le monde. Cela nous donne le droit d'appeler tous ceux qui le peuvent à surmonter leurs égoïsmes nationaux pour favoriser une meilleure mise en valeur et une meilleure répartition des ressources générales de la terre.

Je suis heureux de constater, après avoir entendu M. Arthur Conte, que, sur ce point au moins, il peut y avoir convergence d'idées entre des hommes venus des deux bords de l'hémicycle.

Bien sûr, il s'agit là d'une œuvre difficile, ingrate, et pour tout dire fort peu électorale, dans tous les pays conviés à s'y associer. Mais craignons que, comme les privilégiés de l'ancien régime, si nous faisons trop tard notre nuit du 4 août, nous ne soyons balayés impitoyablement par une révolution déjà en marche.

Pour conclure ce propos, je reviens donc au point d'interrogation qui en était le point de départ, mais en inversant l'ordre des termes.

La France devrait-elle envisager de quitter l'O. N. U. ? Je ne le pense pas, mais à condition que celle-ci soit rapidement réformée dans sa composition, son fonctionnement et ses tâches.

En feuilletant les mémoires d'un de vos lointains et illustres prédécesseurs, monsieur le ministre, j'ai relevé cette phrase : « Dans les temps de révolutions, on ne trouve d'habileté que dans la hardiesse ».

Vous avez peut-être reconnu le style de M. de Talleyrand, qui s'y connaissait effectivement en habileté.

Aussi j'aimerais savoir si, en face de cette révolution mondiale qui s'opère partout sous nos yeux et gagne de jour en jour les populations demeurées jusqu'alors les plus somnolentes, vous envisagez, monsieur le ministre, de proposer à l'Assemblée des Nations Unies les hardiesses nécessaires. (*Applaudissements à droite et sur quelques bancs au centre et à gauche.*)

M. le président. La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour :

Suite du débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère.

La séance est levée.

(*La séance est levée à dix-huit heures cinquante-cinq minutes.*)

*Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.*